ISSN 0024-7650

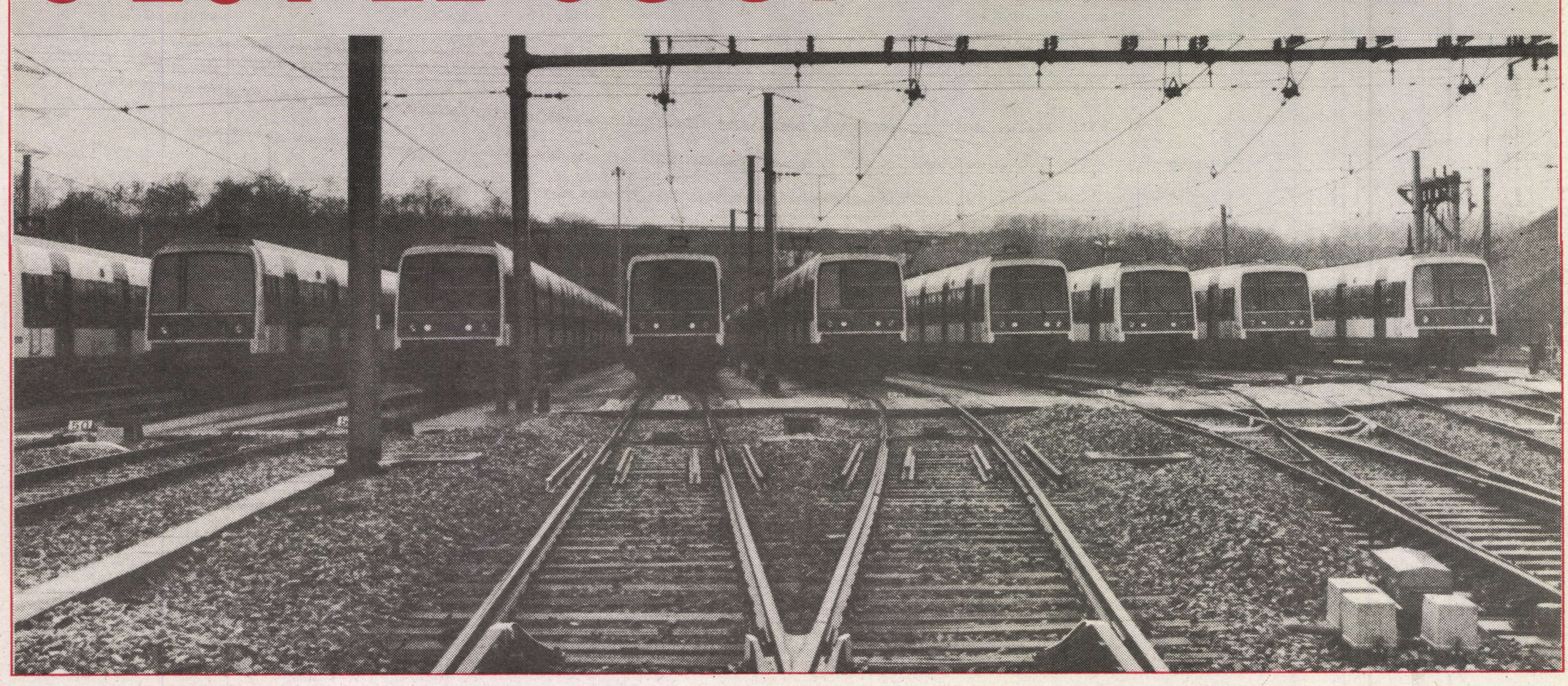
M 6189 - 1070 - 8,00 F

3796189008001 10700

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 070 - 3 décembre 1988 - prix : 8 F

# LA "METHODE ROCARD" C'EST LE COUP DE BARRE !



# «LA MÉTHODE ROCARD», C'EST LE COUP DE BARRE !

## L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

La grève limitée des travailleurs de quelques ateliers d'entretien du RER est devenue, par le choix du gouvernement, une affaire politique nationale. Relayant son ministre des Transports, Delebarre, qui avait accusé la CGT de «prendre en otage» les usagers du RER, le Premier ministre Rocard a mis en cause mercredi 30 novembre la politique du Parti Communiste, accusé d'être à la source du conflit et de «dévoyer les grèves», cependant que quelques-uns de ces usagers du RER dont Rocard se prétend le défenseur sont convoyés comme du bétail dans des camions militaires ouverts à tous vents.

Rocard est confronté depuis deux mois à une succession de mouvements sociaux et il faut bien constater que la méthode portant son nom, et qui était censée arrêter les grèves sans donner satisfaction aux grévistes, s'est révélée inefficace. Le patronat le critique, et la droite émet des sarcasmes pour regretter que ce gouvernement qui leur avait promis la «paix sociale» se révèle incapable de mettre un terme aux grèves des services publics.

Alors ce Premier ministre, qui se voudrait aussi efficace pour servir le patronat que n'importe quel «père-la-rigueur» à la Barre ou à la Pinay, s'est sans doute senti piqué au vif et il en rajoute. Sans qu'on ait eu le temps de bien voir ce qu'était sa fameuse «méthode», celle-ci a fait place au bon vieux procédé consistant à dénoncer dans chaque grève une manipulation, et dans celle du RER en particulier une manœuvre communiste en vue des élections municipales.

★ ★ ★

Le premier souci de Rocard, c'est de démontrer la «fermeté» de son gouvernement face aux revendications sociales. Il veut la démontrer au patronat, à la bourgeoisie, leur faire la preuve qu'ils peuvent compter sur lui pour maintenir coûte que coûte le cap de la rigueur et pour contenir l'extension des revendications salariales.

Mais le patronat ne juge que sur pièce, et Rocard voudrait bien montrer qu'il est capable d'impressionner les travailleurs eux-mêmes, de les convaincre que toute revendication est inutile car le gouvernement ne bougera pas. C'est pourquoi il a choisi de dramatiser la grève du RER pour en faire une démonstration de fermeté, à l'adresse des grévistes eux-mêmes tout comme à l'adresse de l'ensemble des travailleurs du pays ; en même temps il cherche à rendre les grèves impopulaires en leur accolant l'image d'une manipulation «politique» et en s'érigeant en défenseur des usagers des transports.

Ce Premier ministre «socialiste» emploie face aux grévistes exactement les mêmes procédés qu'un certain Chirac, il y a deux ans, face à la grève des cheminots. Mais pas avec plus de succès.

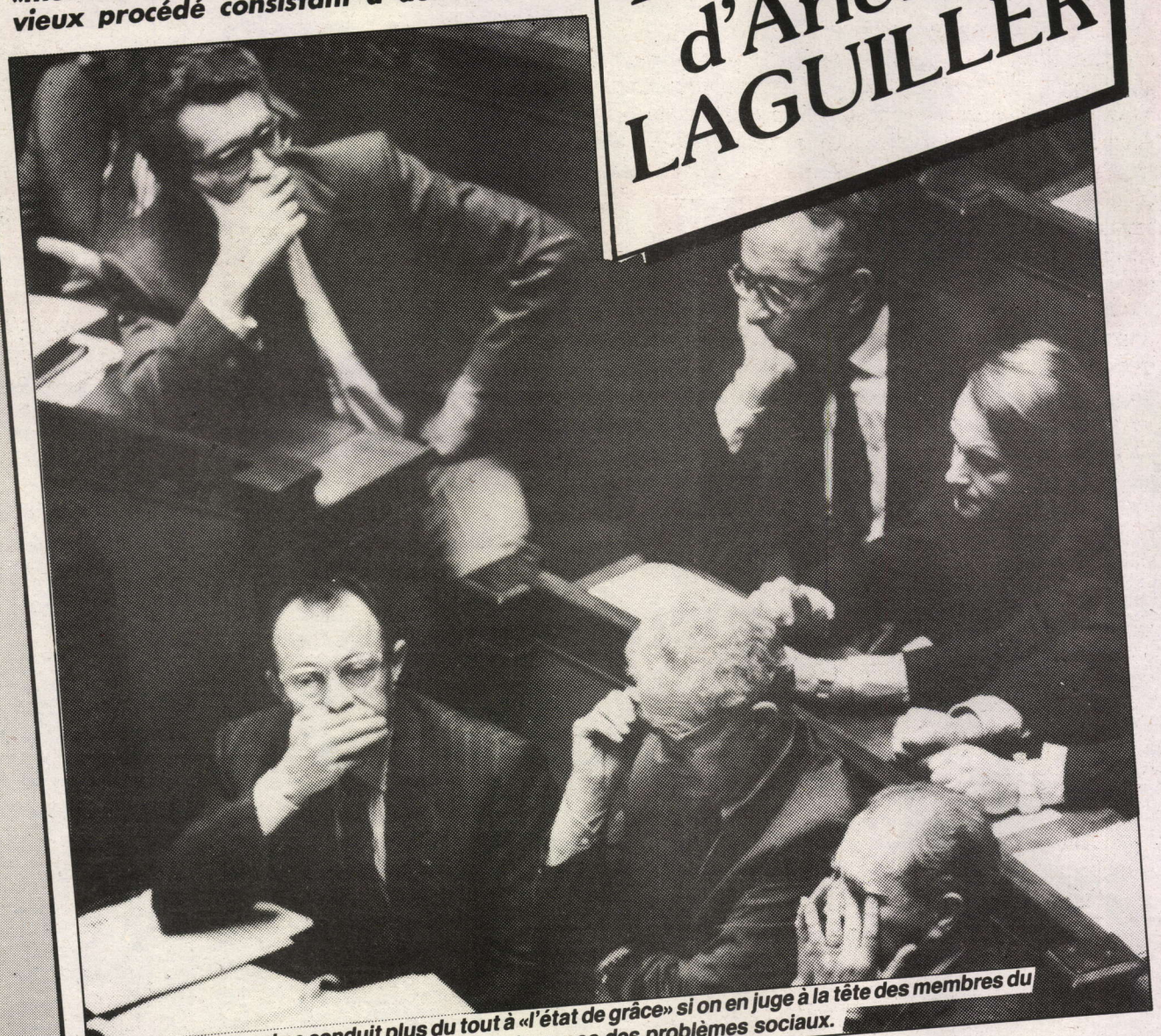
Car les travailleurs du RER, loin d'être impressionnés par les rodomontades du gouvernement, ont répondu en élargissant leur grève. Et puis, quand celui-ci augmente les prix du métro ou des bus et réduit les crédits des transports en commun au point que, même en l'absence de grève, on voyage dans des conditions à la limite de la sécurité, le gouvernement ne se montre pas aussi soucieux des «usagers». Ceux-ci le savent et, malgré la gêne qu'ils subissent, ils ne semblent pas prêts à tomber dans la manipulation politique de Rocard et à rejoindre le chœur des anti-grévistes. Car la plupart sont aussi des travailleurs et ils comprennent d'autant mieux les revendications des grévistes qu'ils ont exactement les mêmes.

★ ★ ★

Alors, ces aboiements de petit Rocard pourraient bien n'impressionner personne. Après les mouvements de grève dans les hôpitaux, dans les postes, à la Sécurité sociale, dans les transports en commun des grandes villes, il y en aura d'autres. On apprenait par exemple le 1er décembre qu'après bien d'autres, c'étaient les travailleurs des transports en commun de Strasbourg qui se mettaient en grève. Mais ils ne seront certainement pas les derniers. Car de plus en plus de travailleurs dans le pays, pas seulement dans les services publics mais aussi dans bien des entreprises privées, sont désormais conscients, bien conscients, qu'il est plus que temps d'exiger leur dû ; c'est-à-dire pour commencer l'augmentation des salaires bloqués depuis six ans, le rattrapage des 1000, 1500 ou 2 000 F dont ceux-ci ont été peu à peu amputés.

C'est un problème général, qui concerne toute la classe ouvrière. A ceux qui n'en seraient pas convaincus, l'attitude du gouvernement lui-même dans l'affaire du RER le démontre. Et voilà que ce gouvernement, si empressé à lâcher des milliards de subventions ou de réductions d'impôts aux patrons, ose encore augmenter les cotisations salariales pour la Sécurité sociale de 1% à partir du 1er janvier, et donc diminuer d'autant les salaires de tous les travailleurs du pays !

Alors, c'est à ce niveau-là qu'il faut répondre à Rocard. Et un mouvement général de tous les travailleurs du pays mettrait un coup d'arrêt à cette politique anti-ouvrière qu'ils subissent depuis trop longtemps.



La méthode Rocard ne conduit plus du tout à «l'état de grâce» si on en juge à la tête des membres du gouvernement lors du débat à l'Assemblée à propos des problèmes sociaux.

RER : la direction coupe la ligne

Plutôt que de négocier, elle tente de dresser les usagers contre les grévistes. (Pages 2, 3, 28 et l'éditorial de Jacques Coubard.)

l'Humanité

La préparation des élections municipales

L'UNION TOUT DE SUITE

« Ne repartons pas de zéro. Il est parfaitement possible de reconduire, dans les meilleurs délais, les accords de 1983, passés avec les socialistes dans chaque localité. Une rencontre nationale avec le PS ? Nous y sommes prêts, s'il le souhaite », a déclaré Georges Marchais lors de la Rencontre nationale des élus communistes. (Pages 7, 8, 9.)

URSS : RÉUNION DEMAIN DU SOVIET SUPRÊME

Certains amendements à la Constitution vont être soumis au Parlement de l'URSS. (Page 11.)

TURGUT ÖZAL À PARIS

Le premier ministre du régime d'Ankara vient parler affaires. Au Trocadéro, aujourd'hui, de 12 heures à 20 heures, de nombreuses organisations appellent à protester contre les violations des droits de l'homme en Turquie. (Page 14.)

LES ÉTATS D'ÂME DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

Le congrès du SM a hésité entre le soutien au ministre Arpaillange et la critique de sa politique décevante. (Page 17.)

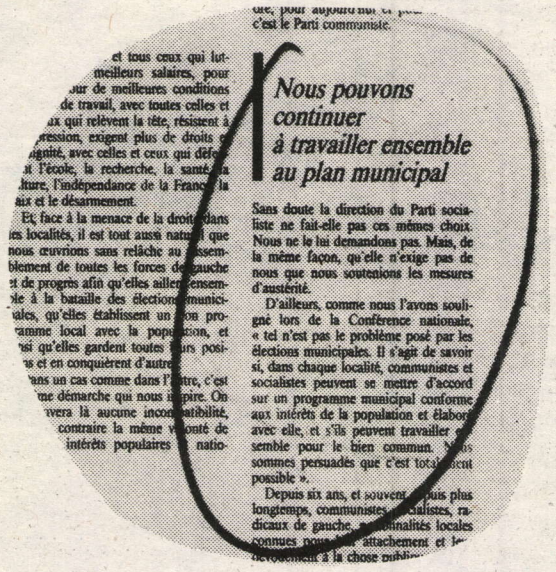
L'INVITATION DANS L'ESPACE :

MERLE-PICCARD LE COUPLE

# PCF-PS et les Municipales :

# DUR DE FAIRE UN ACCORD QUAND ON N'EST PAS D'ACCORD

**Conclure au plus vite un accord, en vue des élections municipales, avec ce même Parti Socialiste dont ils dénoncent tous les jours la politique ; tel est l'objectif recherché par les dirigeants du PCF, et que Georges Marchais a encore illustré samedi 26 novembre à Romainville, lors de la *«rencontre nationale des élus communistes et républicains»*.**


...et tous ceux qui lut-
...meilleurs salaires, pour
...ur de meilleures conditions
...de travail, avec toutes celles et
...ux qui relèvent la tête, résistent à
...ression, exigent plus de droits
...gnité, avec celles et ceux qui défe-
...t l'école, la recherche, la santé, la
...lture, l'indépendance de la France, la
...aix et le désarmement.
Et, face à la menace de la droite dans
...es localités, il est tout aussi naturel que
...nous œuvrions sans relâche au rassem-
...blement de toutes les forces de gauche
...t de progrès afin qu'elles aillent ensem-
...ble à la bataille des élections munici-
...pales, qu'elles établissent un projet pro-
...gramme local avec la population, et
...si qu'elles gardent toutes leurs posi-
...s et en conquièrent d'autres.
...ans un cas comme dans l'autre, c'est
...ne démarche qui nous inspire. On
...verra là aucune incompatibilité,
...contraire la même volonté de
...intérêts populaires et natio-

*Nous pouvons continuer à travailler ensemble au plan municipal*

Sans doute la direction du Parti socialiste ne fait-elle pas ces mêmes choix. Nous ne le lui demandons pas. Mais, de la même façon, qu'elle n'exige pas de nous que nous soutenions les mesures d'austérité.

D'ailleurs, comme nous l'avons souligné lors de la Conférence nationale, « tel n'est pas le problème posé par les élections municipales. Il s'agit de savoir si, dans chaque localité, communistes et socialistes peuvent se mettre d'accord sur un programme municipal conforme aux intérêts de la population et élaboré avec elle, et s'ils peuvent travailler ensemble pour le bien commun. Nous sommes persuadés que c'est totalement possible ».

Depuis six ans, et souvent depuis plus longtemps, communistes, socialistes, radicaux de gauche, [illegible] municipalités locales connues pour [illegible] attachement et [illegible] dévouement à la chose publi[illegible]

*«La chance de l'union, la chance de la gauche, c'est le Parti Communiste»*, a notamment proclamé Marchais. Le PCF s'est fait de nouveau, par sa voix, le champion de l'Union de la gauche, du moins au niveau municipal. Il plaide pour *«aboutir partout à de bons accords municipaux»*, *«pour que tous les maires de gauche – communistes, socialistes, radicaux de gauche – soient réélus et que d'autres soient réélus contre la droite»*.

Evidemment, il y a un problème. Comme l'a répété Marchais, *«le Parti Socialiste mène à la direction du pays une dure politique d'austérité avec des ministres de droite»* alors que le PCF se déclare *«avec toutes celles et tous ceux qui luttent pour de meilleurs salaires, pour l'emploi, pour de meilleures conditions de travail...»*, au point que certains, d'après le secrétaire général du PC, voient *«de l'incohérence»* dans cette recherche d'un accord électoral avec un parti dont on combat, au moins en paroles, la politique gouvernementale. Mais Marchais a balayé l'objection : la direction du Parti Socialiste ne fait pas les mêmes choix que le PCF, fort bien ; le PCF *«ne le lui demande pas. Mais de la même façon, qu'il n'exige pas de nous que nous soutenions les mesures d'austérité»*, a-t-il dit.

## LA POLITIQUE DU PS ENTRE PARENTHÈSES ?

En somme, il s'agirait pour les municipales de mettre entre parenthèses la question de la politique des deux partis car, selon Marchais, *«tel n'est pas le problème posé par les municipales. Il s'agit de savoir si, dans chaque localité, communistes et socialistes peuvent se mettre d'accord sur un programme municipal conforme aux intérêts de la population»*.

Mais qu'est-ce qu'un *«programme municipal conforme aux intérêts de la population»* ? Le PCF ne le dit guère, et pour cause. Car il est tout de même difficile de parler d'un tel programme sans parler de la politique mise en œuvre au niveau national, de l'utilisation que fait le gouvernement du budget de l'Etat par exemple et donc de l'argent des impôts, des subventions de toutes sortes distribuées au grand patronat, alors que les communes, si elles veulent entreprendre des travaux utiles à la population, n'ont d'autre choix que de faire encore payer celle-ci par l'augmentation des impôts locaux.

De tout cela, le PCF ne parle pas, justement parce que son problème n'est pas tant le *«programme conforme aux intérêts de la population»* que la réélection de ses maires et conseillers municipaux. Le PS voudrait bien, dans de nombreuses communes, prendre la mairie au PC. Dans bon nombre de villes, il tire argument de la baisse électorale du PCF depuis les dernières élections municipales, en 1983, pour réclamer la première place dans d'éventuelles listes d'union. Le PCF, lui, propose de reconduire purement et simplement les accords conclus en 1983, en tirant argument des dernières élections cantonales.

## LES «GESTES» DU PCF

Comment obtenir que le PS accepte de mettre un frein à ses ambitions ? Marchais sait bien qu'il lui faut faire des gestes, et le PCF en a d'ailleurs fait, par exemple en s'abstenant lors du vote du budget à l'Assemblée, permettant à celui-ci de passer. Et il a tenu à rappeler que le PCF *«ne pratique ni l'opposition ni le soutien systématiques»* et qu'il est *«disponible pour contribuer à tout pas en avant en faveur de la justice, de la liberté, de la paix»*.

Et puis Marchais est le premier à savoir, en fait, que l'on ne peut dissocier si facilement la politique municipale et la politique menée au niveau national. C'est ainsi, a-t-il souligné, que *«certains de nos électeurs répugnent plus que par le passé à voter en faveur de candidats favorables à une politique qui les frappe et qu'ils combattent. Parvenir (...) à ce que ces électeurs, dont le mécontentement à l'égard de la politique du gouvernement ne cesse de grandir, votent tous jusqu'au dernier en faveur des listes municipales rassemblant les forces de gauche, ne sera pas chose facile. Alors, ne compliquons pas les choses»*. Mais Marchais a tenu à ajouter : *«en ce qui nous concerne, nous ferons tout pour cela»*.

Oui, pour conserver ses postes dans les municipalités, le PCF est prêt, en échange, à servir de rabatteur électoral au PS, à *«faire tout»* pour engager ses électeurs à voter, au second tour et, s'il y a des listes communes, dès le premier, *«en faveur d'une politique qu'ils combattent»*. C'est tout de même cela le geste principal que le PCF est prêt à faire en faveur du PS. Il voudrait bien que celui-ci ne lui en demande pas d'autre !

Mais lorsque le PCF aura employé ses moyens à convaincre les travailleurs de l'utilité de «l'union» avec le PS au niveau municipal, comment s'étonner ensuite qu'ils ne comprennent plus en quoi, au niveau national, les perspectives du PC diffèrent des perspectives gouvernementales du PS dont ils ont l'occasion de vérifier, en ce moment, combien elles sont désastreuses pour la classe ouvrière ?

**André FRYS**

## PAS CHER PAYÉE, LA BAVURE

Le jeune policier qui avait tué, en décembre 1986, un jeune de vingt ans à Pantin, vient de s'en tirer avec sept ans de prison. Le policier était ivre. Il a tiré au jugé dans les protagonistes d'une bagarre, qui s'achevait d'ailleurs, tuant quelqu'un qui voulait séparer les adversaires. S'il a une «bonne conduite» en prison, il sera peut-être libre au bout de quatre ans. Pour la vie d'un jeune de vingt ans, c'est donné.

On peut toujours attendre les protestations de ceux qui, comme Le Pen, parlent habituellement du *«laxisme de la justice»*. Ils sont curieusement muets quand il s'agit d'un policier flingueur.

## Courrier, transports, etc.

# QUAND LES TRAVAILLEURS N'ACCEPTENT PLUS... ... L'ÉCONOMIE NE FONCTIONNE PLUS

(AFP)

**Ah ! on les aura tous entendus : ministre des Transports, premier secrétaire du Parti Socialiste, président de la République même, sans compter toute la cohorte des journalistes bien pensants de la presse écrite ou audiovisuelle qui les ont précédés ou qui les auront suivis. Ils trouvent tous *«inadmissible»* que des grévistes puissent, en se croisant les bras, paralyser les organes vitaux de l'économie, *«à quelques centaines seulement»* !**

(AFP)

***Delebarre menace, mais les usagers se refusent à condamner les grévistes.***

Eh oui, que quelques centaines, quelques millliers ou même quelques centaines de milliers de bourgeois se croisent les bras, et ça ne ferait pas cet effet. Car il y en a sur qui repose tout ce qui fait fonctionner l'économie, et d'autres rien. Et ça, c'est effectivement contraire à l'égalité et à la justice. Alors oui, ils peuvent trépigner, tempêter, tous ces messieurs, contre cette «dictature du prolétariat» qui n'est rendue possible que grâce au rôle de parasites qu'eux jouent dans la société !

Pour Delebarre, qui promettait des sanctions, ce n'est plus de la grève, c'est de la «guérilla» livrée par la CGT. Et à la «guérilla» comme à la guerre : il fait donner l'armée. Avec l'approbation de Mitterrand, qui a déclaré que *«le gouvernement a fait et bien fait»* d'assumer ses responsabilités. Certes, cet appel à l'armée est bien plus ridicule qu'efficace, et bien impropre à briser la grève. Car même quelques centaines de camions pilotés par quelques centaines de bidasses flanqués d'autant de gradés, ce ne sera pas encore ça *«qui f'ra marcher l'bastringue, le grand bastringue du métropolitain»*, comme dit la chanson.

Et on a beau proclamer à la face des grévistes qu'ils ne sont que de pauvres manipulés faisant grève pour que le PC et le PS puissent faire des listes communes aux prochaines municipales, ils ont l'air de se moquer des élections comme de l'an quarante et tiennent fermement par contre à ne pas rester à 5400 F par mois pour un débutant ou 6500 F en moyenne, comme c'est le cas des mécaniciens qui révisent les rames du RER.

*«Il ne faut pas que ce soit toujours ceux qui disposent de plus de moyens qui en conquièrent d'autres»*, a dit Mitterrand en inaugurant le nouvel Hôtel de Ville de Concarneau, mardi 29 novembre. C'était après avoir dit, dans le même discours, qu'il avait *«la perspective d'avoir les moyens de répondre par priorité à la juste plainte des plus pauvres et des plus malheureux»*... en l'espace de trois ans ! Mais qui étaient-ils donc, ceux qui *«disposent de plus de moyens»* ? Pas les postiers qui bloquent le courrier, ou les mécaniciens de la RATP, quand même ! Pas plus de moyens à ceux qui en ont déjà ? Comme si ce n'était pas par la volonté de Mitterrand et de Rocard que les recettes budgétaires par exemple vont plus aux entreprises et aux possédants de toute sorte qu'à ceux qui travaillent, même lorsque c'est pour un patron qui s'appelle l'Etat !

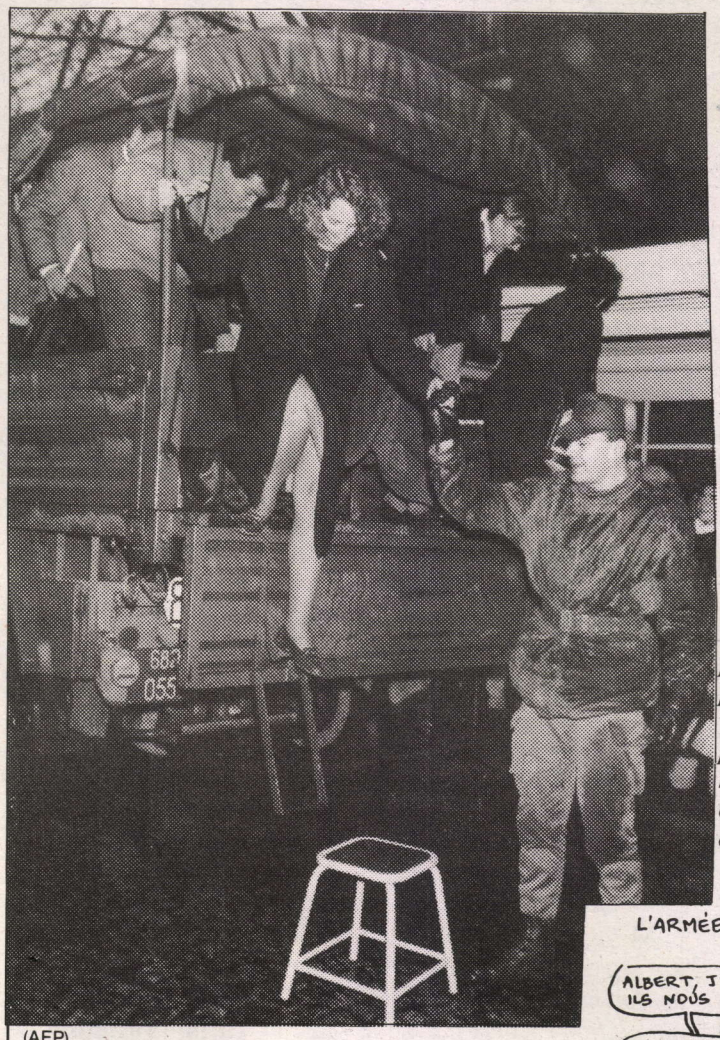
Ni les discours gouvernementaux, ni la crainte de faire de la politique en faisant grève, ni le recours aux camions de l'armée, n'ont pu convaincre les grévistes d'abandonner. Que restait-il alors ? Le gouvernement comptait fort sur le mécontentement des usagers. Mais là aussi, la preuve a été faite qu'il ne suffisait pas d'y faire appel pour réussir à mobiliser contre les grévistes. A la manifestation au métro Châtelet, lundi 28 novembre, alors que le RER de la ligne A et B était interrompu depuis le matin, malgré toute la publicité qui en avait été donnée dans les journaux, à la radio, à la télé, ils n'étaient même pas une centaine à s'être déplacés. Sur des millions d'usagers !

Il faut croire que, même incommodée comme peut l'être la population par une grève de transport dans cette gigantesque agglomération, elle ne doit pas pour autant être persuadée que les revendications des grévites – les mêmes que celles de la plupart des usagers d'ailleurs – soient vraiment injustifiées, et qu'il soit si scandaleux pour eux d'avoir recours à la grève.

Même des syndicats comme FO ou la CFDT ont préféré refuser les perches qu'on leur tendait pour jeter la pierre à la CGT et l'isoler, plutot que de se risquer à la désavouer et d'accuser les grévistes de faire la politique du PC. Il est vrai que, si la direction de la RATP et le gouvernement ne tenaient pas ferme jusqu'au bout, s'ils lâchaient ne serait-ce qu'un peu *«de grain à moudre»*, comme ils l'ont fait dans les conflits précédents des infirmières ou des chauffeurs postiers, ces syndicats ne voudraient pas être à l'écart en prenant position aujourd'hui ouvertement contre les grévistes. La CFDT doit se souvenir des mineurs de Gardanne l'été dernier lorsque, après qu'elle s'était retirée du conflit et avait dit que la CGT n'obtiendrait rien de plus, la direction des Houillères (donc le gouvernement) avait fait encore quelques concessions, permettant à la CGT de justifier d'avoir continué la grève...

Car même une minorité de grévistes décidés peut dans certaines circonstances imposer des reculs au gouvernement. Certes pas au point d'obtenir satisfaction vraiment aux revendications posées, lorsqu'elles touchent au maintien et au rattrapage du niveau de vie. Certes pas aussi facilement que si les grèves, au lieu de se succéder d'une catégorie à l'autre, d'un secteur à l'autre dans le temps, se généralisaient vraiment. Ce que ne cherchent pas à faire les syndicats, pas même la CGT. Mais ce que prouvent malgré tout les mouvements actuels c'est que la classe ouvrière est une force capable d'imposer un autre partage des richesses. Et, quoi que disent et quoi que fassent les gouvernants et les possédants, cela se voit de plus en plus, et encourage tous les travailleurs à réclamer leur dû.

**Louis GUILBERT**



(AFP)

## LES CAMIONS MILITAIRES : UNE BLAGUE

«On est moins serré que dans le RER... mais on n'est pas volontaire pour y retourner !» *Tel était l'un des commentaires faits par les passagers des militaires et que rapportait* Le Monde. *Il est vrai qu'il fallait avoir le moral pour emprunter l'un de ces camions «de substitution» ouverts à tous vents, alors que la saison est au froid et à la pluie, et accepter d'être brouetté à travers les embouteillages jusqu'à une station de métro. Sans compter que le nombre ridicule de véhicules exigeait une patience d'ange rien que pour en trouver un.*

*365 camions militaires pouvant transporter chacun vingt passagers, soit au total 7 300 personnes et, en une dizaine de voyages, au maximum 73 000 personnes, c'est peu pour les millions de voyageurs qui empruntent chaque matin et chaque soir le RER.*

# CONGRÈS DE LA CFDT

Gilles Bassignac/GAMMA

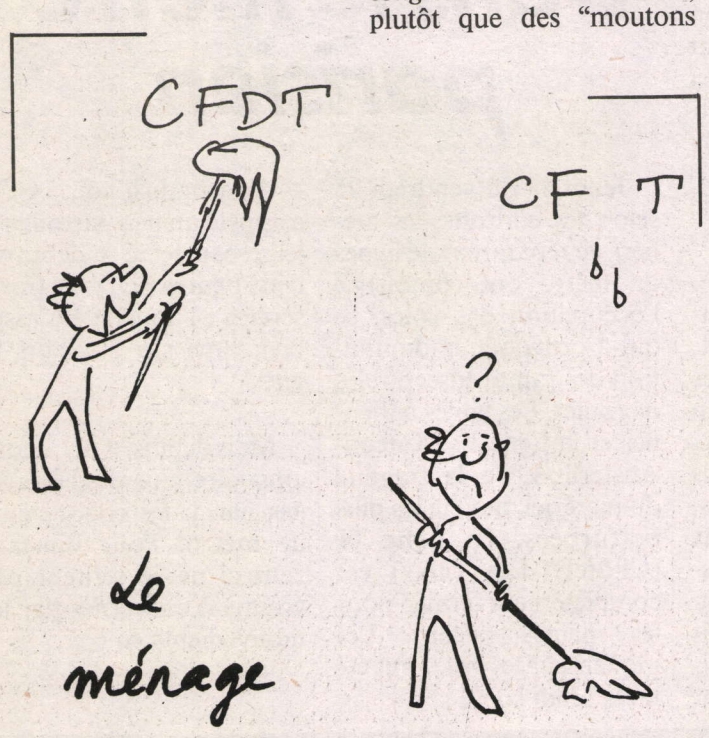
Kaspar avec Maire. Cherchent-ils les «moutons noirs» ?

**Le 41e congrès de la CFDT n'aura pas seulement été marqué par le départ à la retraite de son secrétaire général Edmond Maire (qui siégeait depuis 17 ans) et son remplacement par Jean Kaspar. La direction de la CFDT a certes pu se faire approuver une fois de plus à une majorité confortable, mais elle n'a pas pu échappper à ce qu'une contestation de sa politique s'exprime au cours de ce congrès. C'est en particulier son attitude dans les conflits récents qui a été mise en cause, la grève des infirmières et celle des postiers entre autres. Les déclarations d'hostilité à la grève d'Edmond Maire ont été critiquées, ainsi que l'attitude *"institutionnelle"* de la confédération, privilégiant la *"négociation"* plutôt que *"l'action"*.**

# UN RECENTRAGE TRÈS POLITIQUE

## CONTRE LES "MOUTONS NOIRS"

Bien qu'apparemment ces contestations ne soient pas venues des seuls "trotskystes" militant à la CFDT, ce sont eux qu'Edmond Maire a pris pour cibles. Les traitant de *"moutons noirs"*, il les a invités à quitter la CFDT. Ce qui, selon le journal *Le Monde* du 23.11.88, a suffi *"pour que des bêlements se fassent régulièrement entendre dans les travées, parmi les mille six cents congressistes"*. Mais en fait, plutôt que des "moutons noirs", les "trotskystes" visés par la direction de la CFDT s'apparentent à des "boucs émissaires" de la politique confédérale. Les sanctions contre eux sont en cours, en particulier aux PTT et dans la santé, où des sections syndicales ont été suspendues.




## OU CONTRE LES GRÈVES ?

Certes, des militants trotskystes – de la LCR en particulier – ont une présence et parfois une influence au sein des syndicats CFDT de la santé ou des PTT de la région parisienne. Mais cela ne date pas d'hier, et jusque-là l'appareil de la CFDT s'en était accommodé. Ce qui a changé brutalement, c'est que la direction de la CFDT, dans les conflits récents, a pris fait et cause, soit contre la Coordination des infirmières, soit carrément contre la grève dans les PTT, et s'est, du fait de ses choix, mise du côté du gouvernement contre ceux qui étaient dans l'action.

Que ces choix de la direction de la CFDT aient pu être battus en brèche par des syndiqués de base – et pas que par des "trotskystes", loin de là – qui ne les acceptaient pas, voilà ce que les bureaucrates ne peuvent accepter. Ils avaient déjà montré de quoi ils étaient capables, lorsqu'en pleine grève des cheminots, fin 1986, ils avaient retiré à Daniel Vitry, dirigeant de la Coordination intercatégorielle des cheminots en grève, son accréditation de permanent syndical auprès de la direction SNCF.

## UN "RECENTRAGE" PAYANT

La direction CFDT a fait le choix, depuis plus de dix ans déjà, de ce qu'elle appelle le "recentrage". Elle a voulu apparaître comme moins liée aux partis politiques de "l'Union de la Gauche", après s'être pendant des années engagée à leurs côtés. Ce qui l'avait amenée à soutenir "l'Union de la Gauche", c'était l'espoir d'obtenir en retour plus de considération, et surtout plus de places pour le syndicalisme "responsable" qu'elle prétendait être. Ce calcul se révéla d'ailleurs payant : avec les gouvernements d'Union de la Gauche, la CFDT a bénéficié d'entrées dans les ministères et elle a vu un certain nombre des siens promus aux rangs de "conseillers", de "chargés de mission" ou autres...

Avec le gouvernement Rocard succédant à deux ans de "cohabitation" de Mitterrand avec la droite, la CFDT a retrouvé la possibilité d'être un syndicat choyé du gouvernement. Un de ses ex-dirigeants, Chérèque, a même rang de ministre et se trouve dans la place. Cette place de choix pour la CFDT ne va pas sans cadeaux en retour, et son attitude n'est sans doute pas sans rapport avec sa situation.

Le revers de la médaille c'est que, plus la CFDT apparaît liée aux gouvernements de gauche, et plus elle en paye le discrédit sous forme de chute du nombre de ses adhérents et de réduction du nombre de ses militants. Le "recentrage" a surtout pour but de sauver les apparences et de brouiller les pistes de l'engagement politique de la CFDT, en laissant croire qu'elle a pris des distances à l'égard de la politique, pour ne se préoccuper que des problèmes purement syndicaux. C'est la même démarche qui fait que, lors du dernier congrès, Edmond Maire soit encore intervenu pour que sa centrale bannisse du vocabulaire de ses projets le terme *"socialisme"* et le remplace systématiquement par *"autogestion"*, terme qui était à la mode dans les années de l'après-Mai 68.

## UN "APOLITISME" PRO-GOUVERNEMENTAL

Mais cette volonté de paraître "apolitique" n'est que pure hypocrisie de la part de la direction confédérale CFDT. Car de fait, la centrale s'engage du côté du gouvernement contre les grévistes, et elle fait là un choix politique indéniable. Et en dépit de toutes les imprécations des secrétaires confédéraux contre les "trotskystes" – de l'ancien, Edmond Maire, comme du nouveau, Jean Kaspar – il sera bien difficile de cacher cette réalité tant aux militants syndicaux qu'aux travailleurs.

**Louis GUILBERT**

AFP

*Edmond Maire en compagnie de dirigeants du PS : Jospin, Chevènement, Mauroy, entre autres. (Manifestation contre la réforme du Code de la nationalité de mars 1987).*

# LA GRÈVE DE LA RATP

**Depuis le vendredi 26 novembre, le gouvernement a choisi d'engager une épreuve de force avec les grévistes des ateliers du RER. L'arrêt dès le 28 de la circulation des rames sur les lignes A et B du Réseau Express Régional et la fermeture des ateliers où les ouvriers faisaient des grèves tournantes avec blocage des voies d'accès, s'apparentait à un véritable lock-out.**

Les rames du RER des lignes A et B au dépôt de Massy. W STEVENS/GAMMA

Tout avait commencé il y a trois semaines dans les ateliers d'entretien du RER (Massy, Rueil, Boissy-Saint-Léger et Fontenay-sous-Bois). La grève tournante avec occupation des faisceaux de voies, empêchant la sortie des voitures, avait été adoptée à l'initiative de la CGT, soutenue localement par FO. Cette initiative plaisait à la plupart des ouvriers qui voyaient là une action économique et qu'ils pensaient efficace pour faire aboutir leurs revendications, dont la principale est l'augmentation des salaires de 35 points, soit 1000 F pour tous. Les grèves tournantes d'une ou deux heures par jour, et surtout l'occupation des faisceaux ont restreint le nombre de trains disponibles, obligeant la direction à diminuer dans un premier temps les rames mises en circulation.

La CGT avait-elle prévenu les grévistes des possibles ripostes de la direction ? En tout cas, lorsqu'elle proposa, le vendredi 25 novembre, aux ouvriers des ateliers de Championnet qui effectuent la réparation des bus d'entrer eux aussi dans le mouvement, avec débrayages limités et blocage de la sortie des camions de pièces de rechange, elle se garda bien d'expliquer aux travailleurs que de telles formes de lutte qui, dans un premier temps, peuvent paraître «économiques», ne font pas nécessairement l'économie de la vraie grève lorsque la direction engage l'épreuve de force.

L'attitude du gouvernement a bien entendu fait monter d'un cran le mécontentement dans plusieurs centres, en particulier dans certains dépôts de bus. D'ailleurs, dès le lundi 28 novembre la CGT prenait l'initiative de bloquer les portes de trois dépôts du sud de Paris : Montrouge, Thiais et Ivry. Les machinistes virent cela d'un bon œil, d'autant que la direction envisageait de leur faire jouer un rôle qu'ils réprouvaient, en supprimant des services sur les lignes de Paris pour renforcer des lignes dans la banlieue traversée par le RER. Dans d'autres dépôts aussi, comme à Créteil, la grève était votée. Le soir même, des chefs, sous la protection de la police, procédaient à la réouverture des dépôts de Montrouge et d'Ivry, sans incidents.

Ce même lundi, les ateliers du RER, réunis en assemblée, décidaient la grève de 24 heures.

Dans les dépôts qui entraient tour à tour dans le mouvement, les revendications mises en avant concernaient les salaires. Mais pour ce qui est de la durée et la forme des débrayages, chaque dépôt agissait indépendamment l'un de l'autre, de deux heures pour la plupart à 24 heures pour quelques-uns. Quant au nombre des grévistes, il était lui aussi variable. Seuls huit des vingt-trois dépôts de la région parisienne étaient majoritairement en grève, sans d'ailleurs que la grève soit partout, dans ces dépôts, de 24 heures. Dans les dépôts les moins en pointe, certains machinistes avaient eux aussi débrayé, écœurés qu'ils étaient par les rodomontades du ministre Delebarre, ses menaces de sanction et sa décision d'utiliser des camions militaires pour pallier le manque de moyens de transport.

Mardi soir, une réunion syndicats-direction avait lieu. Les propositions de la direction étaient les suivantes : 150 F pour les ouvriers du RER et du métro, auxquels s'ajoutaient une prime de 100 F ainsi qu'une prime exceptionnelle de 600 F en janvier, 2,2% en 1989 et l'intégration de certaines primes au salaire pour les conducteurs et les machinistes. Pour les grévistes, ces propositions étaient loin de faire le compte.

Mercredi 30, la situation est restée au même point dans tous les secteurs. La manifestation appelée par la CGT devant le siège de la direction de la RATP réunissait plus d'un millier de travailleurs.

Trois jours après la décision du gouvernement d'arrêter deux lignes du RER, la grève (hormis dans les ateliers du RER et, à un degré moindre, dans ceux du métro) n'est donc pas vraiment partie. Certes, plusieurs dépôts de bus sont bloqués ou connaissent des débrayages plus ou moins limités, mais les conducteurs du métro parisien ne sont pour l'instant quasiment pas touchés par la grève.

*«Ça ne décolle pas»*, est une remarque qui revient souvent dans les discussions. Dans les dépôts, les machinistes ne savent pas ce qui se passe ailleurs. Que font les autres secteurs, quelles sont leurs revendications ? Sur toutes ces questions, les travailleurs n'ont aucune réponse précise.

Pourtant, face à la fermeté affichée par le gouvernement, beaucoup sentent qu'il serait nécessaire que la grève franchisse un nouveau pas dans son élargissement et son approfondissement.

**Correspondant LO**

## Dans le métro parisien

Jeudi 24 ou vendredi 25 selon les endroits, les ateliers de réparation de lignes du métro ont commencé l'occupation des voies, ce qui a provoqué la diminution des rames susceptibles de rouler. Les lignes aériennes et la ligne 10 (Auteuil-Austerlitz), vu la fragilité du matériel, ont été les plus perturbées. La ligne 11 (Châtelet-Les Lilas) est complètement fermée pour les mêmes raisons. Les piquets sur les voies ont été levés lundi soir.

A partir du lundi, la CGT a appelé un peu partout sur le réseau ferré à débrayer deux heures à chaque fin de service : l'appel a été assez bien suivi sur plusieurs lignes.

Mais depuis, il n'y a pour ainsi dire plus de débrayages parmi les conducteurs de métro. Pour l'instant ceux-ci ne se sentent pas vraiment concernés par les mouvements en cours.

(AFP)

*Les autobus stationnés devant l'entrée du dépôt de la RATP à la Porte d'Orléans.*

# DANS LES DÉPÔTS DE BUS

Le dépôt des bus de Montrouge est un des trois dépôts où tout a commencé lundi 28, avec le blocage des portes. Pas un bus n'est sorti ce jour-là. Le soir, la maîtrise a dégagé les portes sous la protection de la police. Pendant la manœuvre, un chef, qui n'a d'ailleurs pas son permis de conduire transports en commun, a montré son habileté en arrachant le pare-chocs d'une voiture de police sous les huées des machinistes présents. Depuis, la grève de 24 heures continue. Le 1er décembre, il était de nouveau question de bloquer les portes.

C'est seulement ce même 1er décembre que les machinistes du dépôt de Nanterre ont débrayé. Jusqu'à présent, l'ambiance n'y était guère, sauf un petit débrayage le 28 du côté des machinistes. Par contre, les ouvriers se sentent davantage mobilisés.

Même mobilisation des ouvriers au dépôt des Lilas : ils font deux à quatre heures de débrayage chaque jour. 20 % des machinistes ont fait de même le mardi 29, pour répondre aux menaces de Delebarre.

Au dépôt de Fontenay-aux-Roses, la grève a débuté après la diffusion d'un tract signé de plusieurs machinistes. Depuis, le mouvement de 24 heures est reconduit quotidiennement à 80 %. Le jeudi 1er décembre, des grévistes ont discuté de l'idée d'aller rencontrer les grévistes d'autres dépôts. Treize grévistes ont ainsi rendu visite à ceux de Malakoff puis ceux de Montrouge.

## Aux ateliers de Championnet (Paris 18e)

Depuis plusieurs jours, la CGT propose des actions aux ateliers de réparation des bus de Championnet, notamment le blocage des camions qui servent à alimenter les différents dépôts en matériel et pièces de rechange.

Le lundi 28, une assemblée de 120 ouvriers n'a pas voté la grève mais la poursuite de ce type d'action. Le lendemain, un vote à bulletin secret était organisé : 99 travailleurs se prononçaient pour la grève de 24 heures, 106 pour le débrayage de une à trois heures et 120 s'abstenaient. A la manifestation, 200 travailleurs se sont retrouvés dans une chaude ambiance. Pour l'instant, à l'initiative de la CGT, il semble donc que le mouvement s'oriente vers des grèves tournantes.

AUGMENTATION DES COTISATIONS SOCIALES

# ROCARD VEUT BAISSER LES SALAIRES, IL FAUT IMPOSER LEUR AUGMENTATION !

**Prévue initialement pour début novembre, l'augmentation des cotisations sociales se fera au premier janvier 1989. Ainsi en a décidé le Conseil des ministres du 30 novembre.**

Les mesures prévoient : d'abord un prélèvement supplémentaire sur les salaires au titre de la cotisation à la caisse vieillesse, qui passe pour les salariés de 6,6 % à 7,6 %. Ensuite, un prélèvement de 0,4 % sur le revenu imposable, payable avec le tiers provisionnel de février.

Cela équivaut pour un salaire de 6 000 F brut à une ponction, donc une diminution, de 60 francs par mois, et à un paiement pour l'année qui aura lieu en février de l'ordre de 200 F.

Pour les entreprises, les cotisations patronales ne bougeront pas, seuls les travailleurs sont invités à boucher le trou de la Sécurité sociale. Ce principe a conduit en dix ans à baisser la cotisation patronale de 30,15 % à 28,8 %, pendant que la cotisation des travailleurs passait de 7,95 % à 13,6 %. A chacune des mesures qui se sont succédées – sous les gouvernements de gauche comme sous les gouvernements de droite – ce sont donc les travailleurs qui ont subi de véritables amputations de salaires, et c'est cette même politique que le gouvernement Rocard poursuit. Pendant le même temps, le gouvernement n'en finit pas d'accorder aux patrons des exonérations de cotisations sociales, pour de prétendus «stages en entreprises» de ceci ou de cela, pour l'embauche de moins de 25 ans à taux réduit, pour la réinsertion de chômeurs de longue durée à des prix défiant toute concurrence, etc.

C'est au moment où les entreprises déclarent des profits jamais atteints, et où, par contre, les travailleurs n'en peuvent plus de la diminution et du blocage des salaires, et ne veulent plus de l'austérité pendant que les patrons continuent de s'engraisser sur leur dos, que le gouvernement ose édicter de telles mesures. Certes après quelques hésitations, puisque devant le développement de l'agitation sociale, l'application de la mesure aura été retardée de deux mois.

Il faut cependant constater, que le gouvernement croit pouvoir faire passer une nouvelle diminution des salaires sans fracas. Eh bien à nous, travailleurs, de le démentir. A nous de faire entendre notre colère, de développer un vaste mouvement pour l'augmentation de tous les salaires et la suppression de ces mesures iniques. Il faut à Rocard une réponse par retour du courrier !

L.G.

LOI MÉHAIGNERIE

# LES PROPRIÉTAIRES N'ONT RIEN A CRAINDRE DU GOUVERNEMENT ROCARD

**Les députés ont adopté un amendement à la loi Méhaignerie le 30 novembre – présenté par le ministre de l'Equipement et du Logement Maurice Faure – prétendument destiné à limiter la hausse des loyers dans les grandes villes. Comme on le sait, la loi Méhaignerie, produit du gouvernement Chirac, a donné le feu vert aux propriétaires, et depuis deux ans dans les grandes villes, on assiste à des augmentations de loyers effrénées. Mais pas question jusque-là de la part du gouvernement Rocard de défaire ce que le gouvernement Chirac a fait en abolissant la loi Méhaignerie. Si d'ailleurs elle l'était, toutes les augmentations que les propriétaires ont fait passer en deux ans, seraient déjà une bonne affaire pour eux. Mais non, de toute façon il n'est même pas question d'empêcher les augmentations futures !**

L'amendement en question ne vise qu'à «*étaler*», sur six ans au lieu de trois, les augmentations qui seraient supérieures à 10 %. Il en est pour les augmentations de loyers comme pour n'importe quelle matière, elles subsistent même quand on les étale. Et mis en long, en large ou en travers, l'insupportable demeure l'insupportable.

Il est à remarquer que l'augmentation de 10 % sur trois ans, qui est la limite avant plus grand étalement, ça fait largement plus que l'inflation prévue, sur la base de laquelle se discutent au mieux les révisions de salaires dans les entreprises. Mais bien entendu, les minorités qui imposent des embarras à toute la population, celles dont le gouvernement fustige les méthodes «terroristes», ce ne sont pas les propriétaires, mais les grévistes qui demandent de l'augmentation !

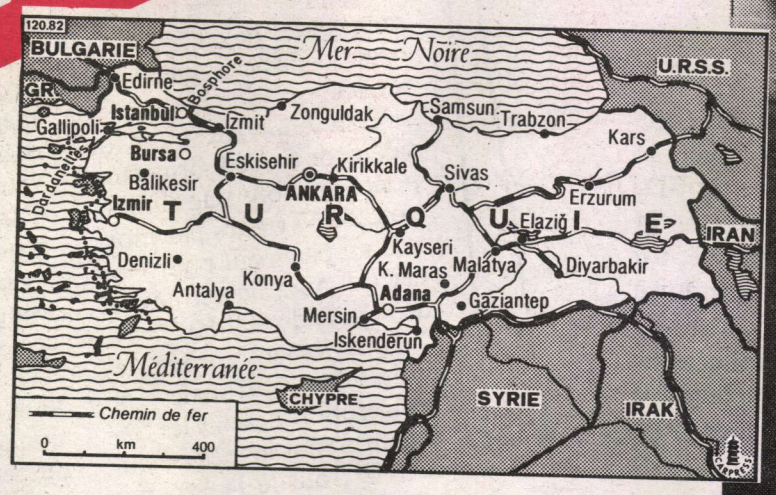
Pour les propriétaires, le gouvernement se contente d'une menace qui doit bien les faire rire. Si dans six mois les loyers continuaient à augmenter au même rythme, le gouvernement prendrait d'autres mesures... du même acabit sans doute.

L.G.

## La visite du Premier ministre turc à Paris

# LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES

Turgut Ozal.




**Turgut Ozal, Premier ministre turc, a reçu un accueil chaleureux de la part de Mitterrand et de Rocard. Rocard a même congratulé Turgut Ozal, affirmant que *«les progrès de la démocratie ont été incontestables en Turquie et ont permis de raffermir beaucoup les relations franco-turques»*. Est-ce aussi pour «raffermir» ces relations qu'une manifestation de nationalistes kurdes, prévue devant l'hôtel de luxe où Turgut Ozal était hébergé, a été interdite et que les manifestants ont été embarqués manu militari, de même que le petit groupe qui s'est retranché mercredi 30 novembre dans les locaux de la compagnie aérienne turque ?**

**En tout cas, le ministre turc peut sereinement espérer que les bonnes relations avec l'Elysée vont *«se poursuivre avec les socialistes comme avec le gouvernement précédent»*, ainsi qu'il le déclarait dans une interview au *Figaro* du 28 novembre...**

Turgut Ozal n'a certainement pas tort puisque, de toute façon, ce n'était pas de «démocratie» qu'il s'agissait dans ces entretiens, mais bien d'affaires, de gros contrats et, de la part de Turgut Ozal, de jalons à poser en vue de l'entrée de la Turquie dans la Communauté économique européenne de 1993.

La demande en a été faite par la Turquie l'an passé. Mais Mitterrand n'a fait que répéter à Turgut Ozal que, si la France, pas plus qu'aucun autre membre de la CEE, n'avait pas d'opposition de principe à l'adhésion de son pays, il était quand même beaucoup trop tôt pour en parler sérieusement. Les capitalistes des pays industrialisés européens n'y sont sans doute guère favorables actuellement. Pas tant par opposition morale aux aspects dictatoriaux du régime turc, qu'à cause de la concurrence que pourrait représenter un pays dont les coûts de production seraient de beaucoup inférieurs à ceux pratiqués chez eux. La surexploitation de la classe ouvrière turque, les bas salaires, l'absence de lois sociales mettent à la disposition de la bourgeoisie turque une main-d'œuvre à très bon marché, qui la favorise par rapport aux bourgeoisies européennes. Aux yeux de ces dernières, la Turquie est dans ces conditions une concurrente déloyale, à laquelle probablement elles ne seraient prêtes à ouvrir les portes de leurs propres marchés que si, tout comme l'Espagne et le Portugal en leur temps, le pays procède à un certain nombre de réformes, tant économiques que sociales et politiques.

En attendant, rien n'interdit de parler affaires, ni n'empêche les trusts français de tirer leur profit de l'exploitation de la classe ouvrière turque. Ainsi, marchands d'armes, hommes d'affaires et banquiers étaient au rendez-vous avec Turgut Ozal. Ce dernier s'est entretenu avec Maurice Faure à propos de grands travaux, avec Bérégovoy pour des crédits, avec Delebarre enfin, et en compagnie des PDG de Bouygues et de Thomson, pour la coopération dans la construction de chemins de fer, du métro d'Ankara et du tunnel sous le Bosphore.

Et pour parler gros sous, entre ministres «socialistes» et Premier ministre d'une dictature militaire, on s'est entendu comme larrons en foire, dans *«un climat de confiance restauré»*, comme l'a si bien déclaré Rocard.

**Lucienne PLAIN**

# LES APPARENCES CHANGENT, LA DICTATURE RESTE

**Turgut Ozal, Premier ministre turc en visite à Paris, est si l'on en croit une partie de la presse, *«tout simplement celui qui, depuis cinq ans, a rétabli bien plus qu'un semblant de démocratie en Turquie»*. C'est ce qu'on pouvait lire par exemple dans *Le Monde* des 27-28 novembre 1988. Le même numéro de ce quotidien poursuivait : *«C'est vrai que la Turquie connaît depuis quelques années un net mouvement de libéralisation»*. Mais qu'en est-il de la réalité dans le pays lui-même ?**

Depuis cinq ans, les généraux qui avaient pris le pouvoir par le coup d'Etat du 12 septembre 1980 ont laissé le devant de la scène politique aux civils. Mais les militaires ne sont pas loin derrière, et le président de la République reste lui-même un militaire, le général Kenan Evren, l'auteur du coup d'Etat. Depuis diverses élections ont eu lieu... à la manière de celles pratiquées dans bien d'autres pays du Tiers Monde, permettant par exemple au parti du Premier ministre Turgut Ozal, l'ANAP, de s'assurer les deux tiers des sièges au Parlement avec seulement un tiers des voix...

Cependant, dans les rues

# Turquie

# LA CRISE... PAS POUR TOUT LE MONDE

La Turquie a été frappée
plein fouet par la crise
onomique mondiale,
algré les profits tirés,
re autres, grâce au
mmerce dû à la guerre
n-Irak. L'inflation est de
% l'an. La dette extéure se monte à quelque
milliards de dollars. Une
nde partie des recettes
commerce extérieur sert
embourser les seuls intés et frais de cette dette, et
FMI continue à dicter ses
lontés au gouverne-
nt.
Dans une telle situation,
chômage augmente sans
se. Pour le mesurer, les
données fiables n'existent pas, mais plusieurs sources estiment le nombre de chômeurs à plus de 5 millions, sur une population totale de 55 millions de personnes. La grande majorité des travailleurs ne bénéficie d'aucune assurance sociale et les indemnités de chômage n'existent quasiment pas. Le salaire minimum est inférieur à l'équivalent de 280 francs, somme que ne touchent même pas bien des travailleurs de petites entreprises.

Mais l'austérité n'est pas pour tout le monde, évidemment. Toute une clientèle d'affairistes et de parasites liés au gouvernement (estimés à plusieurs dizaines de milliers) ont amassé des fortunes. La presse parle quotidiennement des «hommes d'affaires» qui ont touché des millions grâce à des fausses factures *«pour incitation à l'exportation»*. Et pour la seule année 1987, les bénéfices des 500 plus grandes entreprises du pays ont augmenté en moyenne de 79 %, comme le signalait le quotidien *Cumhurriyet* du 11 novembre 1988.

**Le vote de la grève à l'usine Seka d'Izmit (région d'Istanbul).**

s grandes villes, on voit
oins de militaires et
oins de policiers. Dans
taines grandes villes,
mme Istanbul et Izmir,
s publications de gauche
d'extrême-gauche s'affient même aux devantu- des kiosques.
La bourgeoisie turque,
erchant à se faire admet- dans la CEE et ayant
soin de prouver que la
rquie «est un pays déocratique» tout comme
Grèce ou l'Espagne, apie les tentatives de son
uvernement pour se faner un visage plus prénable. Mais cela ne
ange au fond que peu de
oses.
Le coup d'Etat de 1980 a
ssi, avec ses assassinats
aux, les tortures, les
estations par dizaines de
lliers, la loi martiale, le
enciement de milliers de
vailleurs combatifs, l'indiction de toutes les
ganisations des travailrs, à terroriser la popuion. Malgré un certain
gain de confiance, les
sses laborieuses restent
ujours en état de choc. Et
bourgeoisie turque n'end pas renoncer à la terur pour réduire au silence
opposants. Les tortures
ntinuent, même si depuis 1984 elles ne sont pas aussi systématiques qu'auparavant et si la presse elle-même en parle.

Plus de 4 millions de personnes sont fichées par les autorités, plus de trois cent mille n'ont pas le droit de quitter le pays et leurs droits civiques sont suspendus. Plus de deux cents condamnés à mort croupissent dans les prisons. La population kurde subit toujous la loi de l'armée et de la répression qui règne en maîtresse.

Depuis plusieurs semaines, plus de deux mille prisonniers politiques font la grève de la faim contre le port de l'uniforme carcéral et pour bénéficier de droits élémentaires, comme celui de pouvoir rencontrer leurs proches, de recevoir la presse, des livres, etc. Le 1er novembre dernier, Amnesty International pouvait déclarer qu'*«il n'y a pas eu de changement fondamental dans la nature des violations des droits de l'homme en Turquie, en cinq ans de pouvoir civil»*. Bref, derrière la façade des déclarations et des gestes à destination des gouvernements occidentaux, la dictature reste bien, à peu de chose près, semblable à elle-même.

# UNE CLASSE OUVRIÈRE QUI RELÈVE LA TÊTE

Le résultat de la dictature, c'est une dégradation impressionnante, en quelques années, du niveau de vie des travailleurs. Les prix du pain et du riz avaient augmenté de plus de 1000 % entre 1980 et 1987. En janvier 1987, il fallait par exemple 40 minutes de travail pour acheter un kilo de pain, contre 18 minutes en janvier 1980 ; près d'une heure pour un kilo de sucre, contre 21 minutes sept ans plus tôt ; 72 h pour une paire de chaussures, contre 32 heures en janvier 1980.

Ainsi, après sept ans de dictature, on peut estimer que le salaire réel avait été divisé par deux. Et les choses ne se sont pas améliorées depuis. La presse bourgeoise elle-même a récemment dénoncé le fait que la pauvreté croissante, la mauvaise nutrition avaient désormais des conséquences jusque dans la taille et le poids moyens des enfants des travailleurs !

Mais depuis deux ans, il semble que la classe ouvrière soit en train de retrouver petit à petit confiance dans sa force et sa capacité à se défendre. De plus en plus, on assiste à des actions de protestation collective : boycott d'une cantine, refus de prendre le car de l'entreprise et marche tous ensemble, pieds nus. Dès qu'un patron ou un directeur prend la parole pour y aller de son discours, les ouvriers se mettent à applaudir bruyamment... Bref, la classe ouvrière trouve mille façons de résister à l'exploitation et de manifester son mécontentement. Les grèves elles-mêmes se multiplient, malgré la répression, les arrestations et les menaces. Comme celle par exemple des 10200 travailleurs de l'entreprise SEKA (industrie du papier) qui sont en grève depuis le 9 septembre dernier, pour des augmentations de salaires.

Après le coup d'Etat militaire de 1980, un des grands patrons turcs, Halit Narin, avait déclaré à la presse : *«Maitenant, c'est au tour des patrons de rire»*. Le temps n'est peut-être pas loin où ils devront faire la grimace.


## AU SOMMAIRE DE LA LUTTE DE CLASSE N° 20

**AU SOMMAIRE :**

**Algérie : La révolte peut-elle devenir révolution ?**

**Haïti : Après le 17 septembre.**

**Nouvelle-Calédonie : Le gouvernement français fait entériner par les leaders nationalistes kanaks la prolongation du statut colonial.**

## dans les entreprises

# VENT DE FRONDE À LA SÉCU

### Caisse Primaire d'Assurance-Maladie du Cher (Bourges)

(LO)

**Mardi 15 novembre, la direction de la Caisse Primaire d'Assurances Maladie du Cher annonçait en Comité d'entreprise qu'elle ferait *«des promotions des cadres une priorité dans son budget de l'année prochaine»*.**

**Effectivement, il est prévu que 40% des cadres obtiennent des augmentations allant de 700 à 1800 F nets par mois, alors que 5% des employés n'obtiendraient que 300 F et les 95% restant n'auraient... rien du tout ! La nouvelle a vite fait le tour de la Caisse. Et dans les services, sur la centaine d'employés présents, 80 votaient d'aller manifester leur mécontentement le lendemain au Conseil d'administration. En fait, nous nous sommes retrouvés à 110/120 à la porte du Conseil... qui ne s'est ouverte que le temps pour le président de bousculer violemment une déléguée et de menacer d'appeler la police...**

Aussitôt, ça a été les huées et les cris de protestation. Les administrateurs CGT, CFDT et FEN sont sortis et ont affirmé qu'ils soutenaient les manifestants. Ils sont rentrés discuter en salle de Conseil et sont ressortis 5 minutes après pour dire qu'ils allaient discuter le budget, qu'eux voteraient contre et qu'ils liraient notre déclaration.

Un administrateur CGT a ajouté : *«Maintenant, vous allez sagement retourner dans vos services»*. Du coup, il s'est fait huer aussi et nous avons décidé de rester pour connaître le résultat du vote... qui fut bien sûr en notre défaveur.

En attendant, les travailleurs présents ont eu le temps de voter leurs revendications : 1500 F d'augmentation mensuelle pour tous et le cœfficient 157 minimum.

Pourtant, pour y parvenir, personne ne pensait à faire grève. C'est une très grande majorité qui a décidé de «privilégier la qualité», et donc de rendre moitié moins de dossiers que d'habitude.

Depuis, une réunion à 80/90 se tient tous les midis et reconduit cette action. Dix personnes, dont quatre délégués, se sont proposées pour organiser et coordonner ce qui était décidé en assemblée générale.

Le directeur, visiblement surpris, a essayé de désarmorcer le mouvement en organisant le vendredi 18 novembre une réunion de tout le personnel, sur le temps de travail, pour expliquer tout ce qu'il avait fait de grand et de beau pour les employés depuis cinq ans qu'il était à la Caisse !...

Tous ont décidé de boycotter cette réunion : *«Quand nous sommes venus, il nous a claqué la porte au nez. Ce n'est pas parce qu'il nous siffle que nous allons accourir»*, entendait-on.

Lorsque le «patron» dit : *«Pendant cinq ans, j'ai privilégié les employés ; 1989 sera l'année des cadres»*, nous répondons : *«1989, c'est le bicentenaire de la Révolution»* ! La Bastille est encore à prendre, mais il souffle un vent de fronde !

**Correspondant LO**

# LES LICENCIEMENTS REPORTÉS

### Chaffoteaux (Saint-Brieuc)

**Vendredi 25 novembre s'est déroulée à Paris la réunion du Comité central d'entreprise qui devait engager la procédure de la première vague des licenciements à Chaffoteaux.**

**Depuis le vendredi précédent, les chiffres des suppressions d'emplois étaient connus dans toute l'usine. Plusieurs centaines de travailleurs avaient débrayé le 18 novembre pendant une heure pour protester contre les 214 suppressions d'emplois, dont 80 licenciements secs, prévus par la direction pour la fin de l'année.**

**A ce débrayage bien suivi, les délégués avaient appelé à faire de la journée du 25 novembre une journée de grève totale à l'usine et invité les travailleurs à se rendre nombreux à Paris avec eux pour la réunion du CCE.**

Une centaine de travailleurs se sont donc rendus en car à Paris, vendredi 25, tandis que plus d'une centaine restait à l'usine pour décider d'un certain nombre d'actions durant la journée.

Bien que seule une forte minorité ait été en grève toute la journée, ce n'est pas pour autant que l'usine a fonctionné. En effet, beaucoup de travailleurs avaient pris une journée de congé et certains ont d'ailleurs participé aux différentes manifestations dans la journée.

Finalement, la réunion du CCE a été très brève. La nomination d'un expert-comptable, à la demande de la CGT, a eu pour effet de geler la procédure des licenciements jusqu'au13 janvier.

Ce répit a été accueilli avec un certain soulagement aussi bien parmi les travailleurs présents à Paris que parmi ceux qui étaient en grève à Saint-Brieuc, avec qui une communication avait été établie à l'issue de la réunion. Mais si les travailleurs étaient un peu soulagés de pouvoir passer plus tranquillement les fêtes de fin d'année, cela n'a pas empêché qu'ils continuent à protester contre les licenciements, en interpellant et demandant des comptes aux licencieurs durant plus d'une heure.

Et ceux qui étaient restés à Saint-Brieuc ne sont pas restés non plus inactifs. Après avoir fait à une bonne centaine le tour des ateliers et interpellé le directeur de l'usine, ils sont allés occuper l'union patronale. Dans la journée, ils ont manifesté et distribué des tracts en ville. Et de plus, un petit groupe est allé discuter avec les travailleurs de Stalaven, en expliquant les raisons de leur mouvement.

Un certain nombre de travailleurs sont donc bien conscients qu'il faut mettre à profit ces quelques semaines supplémentaires pour préparer un rapport de force susceptible de faire reculer la direction sur les licenciements.

**Correspondant LO**

*Une manifestation des travailleurs de Chaffoteaux en 1984.*

PTT

# LA GRÈVE AU CENTRE DE TRI DE LYON-MONTROCHET

E BOUVET/GAMMA

**Depuis lundi 21 novembre, c'est la grève au centre de tri de Lyon-Montrochet. Les postiers réclament une augmentation de 1000 F pour tous, par mois, et des effectifs supplémentaires. Un piquet de grève bloque toute entrée et sortie des camions.**

**L'initiative du mouvement revient à la CGT. Mais, sous la pression des employés en assemblée générale, c'est une intersyndicale CGT-CFDT qui a dirigé le mouvement, FO s'étant retirée dès le début.**

Les facteurs ont bien moins de courrier que d'ordinaire, et les réactions du patronat lyonnais sont vives : ils réclament clairement l'intervention de la police à Montrochet.

Pour le moment, les directions départementales et régionales des PTT se sont contentées d'accorder des primes exceptionnelles (180 F pour le service général, 570 F pour les préposés) pour finalement «consentir» une enveloppe d'heures supplémentaires plus importante (passée de 11 500 à 16 000 heures), la titularisation d'emplois d'auxiliaires et le comblement de quelques vacances d'emploi.

A l'assemblée générale du lundi soir 28 novembre, la CFDT a annoncé qu'elle se retirait, prétextant l'isolement de Montrochet et justifiant sa décision en disant que six jours de grève ont permis d'obtenir ce qu'avait eu Bordeaux en 3 semaines, que les chauffeurs ont eu la même chose à Paris (une prime de conduite, et un changement de grade), et que la direction accepte de payer la moitié des heures de grève. Mais pour cette déclaration, la CFDT s'est fait huer par la majorité des 250 présents. La CGT, seule à la tête du mouvement, déclara qu'elle était favorable à sa poursuite, et mardi matin 29 novembre, le portail du tri était bloqué par un amas de chariots mis en travers.

**Correspondant LO**

# LÀ OÙ ILS ONT REPRIS, QU'ONT OBTENU LES GRÉVISTES ?

Des mouvements divers, grèves de 24 heures, reconductibles ou isolées, débrayages d'une heure, affectent encore ici ou là certaines brigades (c'est-à-dire équipes) des centres de tri. C'est ainsi qu'il y avait encore dans la nuit du mardi 29 au mercredi 30 novembre un certain nombre de grévistes à Melun, pour une prime de surcroît de travail et à Marseille, au centre de tri et à la gare, parce que seize postiers étaient menacés de sanctions. Les grévistes avaient obtenu auparavant, à Marseille, une prime de 400 F et le paiement aux grévistes d'environ la moitié de leurs heures de grève.

Aux centres de tri de Nanterre, et d'Issy-les-Moulineaux, la direction départementale a accordé – quelques jours après la reprise effective du travail – une prime de reprise de 400 F, une prime dite de «chronopost» de 200 F, et le paiement d'une partie des jours de grève, environ la moitié.

Pour les centres de tri de Paris, la direction a accordé, après la grève, 50 % des jours de grève payés et une prime de 600 francs pour le surcroît de travail actuel, dû aux milliers de sacs qui ont été accumulés pendant la grève des camionneurs. Dans les bureaux de poste, à Paris RP, à Paris 20e par exemple, elle a accordé une prime de sept à huit cent francs pour ce même surcroît de travail actuel. Cela constitue donc une prime exceptionnelle pour les non-grévistes et une atténuation sensible du coût de la grève, pour ceux qui ont fait une semaine à dix jours de grève.

Par contre, dans d'autres centres, les directions ne cèdent rien en argent, mais promettent des effectifs.

Seulement, évidemment, personne ne sait sur quel budget seront pris ces effectifs supplémentaires, et si l'administration ne va pas prendre sur les effectifs supplémentaires prévus de toute façon pour l'année prochaine.

Les conducteurs de camions PTT de la région parisienne, eux, avaient obtenu plus : une augmentation de prime, et un grade intermédiaire entre le grade de préposé (qu'ils ont) et le grade d'agent (qu'ils demandaient) leur apportant en gros de 350 F à 500 F par mois, plus le paiement des jours de grève jusqu'au 9 novembre, seuls les jours supplémentaires de grève restant à la charge des grévistes. Cela n'avait pas empêché les grévistes de penser qu'ils n'avaient pas obtenu grand chose par rapport à la grève spectaculaire qu'ils avaient faite et par rapport à ce qu'ils demandaient : le passage au grade d'agent, ce qui devait leur apporter 1 300 F par mois environ.

**S.F.**

Air-France

# LES DÉBRAYAGES CONTINUENT

**A Air France, nous sommes maintenant dans notre septième semaine de débrayages. Ce sont principalement les secteurs d'entretien des avions qui débrayent. A Orly, Roissy et Toulouse, ces secteurs regroupent ensemble près de 5000 ouvriers et plus de 1000 employés. Les appels et l'organisation du mouvement sont faits conjointement par la Coordination et par les syndicats CGT, CFDT et SNMSAC (autonomes).**

Certains ateliers débrayent une heure tous les jours (ces débrayages sont très minoritaires) et tous sont appelés à débrayer au moins une fois par semaine pour une demi-journée : «le temps fort». Ce débrayage hebdomadaire mieux suivi l'est par environ la moitié des ouvriers et le tiers du personnel, toutes catégories confondues (employés, ouvriers, cadres). Il sert à faire des manifestations bruyantes et colorées, comme celle de jeudi 17 novembre à Paris.

Ce jour-là, nous sommes d'abord passés à Blanqui, un immeuble d'Air France où travaillent sept cents employés dont ceux de la réservation. Nous sommes rentrés dans l'immeuble et avons défilé dans les services. Puis, nous nous sommes rendus au Conseil national de l'Aviation marchande où devait avoir lieu une réunion concernant Air France, mais où nous attendaient aussi les CRS ! Après quelques instants d'hésitation la manifestation s'est finalement terminée au siège d'Air France à Montparnasse. La direction y avait prévu de recevoir les syndicats et la Coordination pour parler de son projet d'*«intéressement et de participation»*, mais pas des salaires.

Mardi 29 novembre, FO, la CGC, les syndicats de navigants ont voté au Comité central d'entreprise le projet de la direction.

Ces syndicalistes marchent dans la combine de la direction qui essaie de nous amadouer avec quelques miettes.

Reste que ces miettes sont le résultat des débrayages en cours à Air France et ailleurs. La direction avait ce projet d'intéressement pour l'année 1989 et si elle l'a avancé d'un an c'est qu'elle craint comme tous les patrons qu'une vraie grève la contraigne à céder beaucoup plus.

Alors, nous nous disons que c'est à nous de transformer sa crainte en réalité.

**Correspondant LO**

# BENAZIR BHUTTO, FUTUR PARAVENT POUR LA DICTATURE ?

Hires / Gamma

**Au Pakistan, Benazir Bhutto devait être finalement appelée à former un gouvernement. En effet, son parti, le PPP, le Parti du Peuple Pakistanais, a remporté 92 des 202 sièges de l'Assemblée nationale qui ont été pourvus, contre 55 à l'IDA (l'Alliance Démocratique Islamique), la coalition des partis liés à l'ancien gouvernement, au cours des élections qui se sont déroulées le 16 novembre.**

Ce vote apparaît comme le succès personnel de Benazir Bhutto, mais aussi comme un net désaveu de la politique des partis au pouvoir et du défunt président, le général Zia, au pouvoir depuis 1977, tué en juillet dernier dans un accident d'avion en même temps que la vingtaine de militaires les plus gradés du pays. Un désaveu de la dictature qu'il exerçait depuis onze ans et de la «loi islamique» qu'il avait tenté de mettre en vigueur. Et c'est un désaveu qui vient, si l'on en croit les énormes rassemblements qui ont ponctué la campagne électorale de Benazir Bhutto, des masses populaires des villes et des campagnes qui ont voté pour elle malgré les exhortations des mollahs, dans ce pays où l'islam est pourtant profondément ancré dans les mœurs.

Benazir Bhutto a aussitôt fait savoir au président du Pakistan, Ghulam Iszhaq Khan, qu'elle demandait à être Premier ministre et à former un nouveau gouvernement. Il semble que maintenant elle soit parvenue à ses fins en devenant ainsi la première femme Premier ministre d'un pays islamique de 100 millions d'habitants...

## LE «CAMP DE LA DÉMOCRATIE»... ET SURTOUT DU CLAN BHUTTO

Elle a pour elle d'être apparue, avec son parti, comme le grand vainqueur de ces élections et de représenter, aux yeux sans doute des Pakistanais mais en tout cas à ceux du monde entier, le camp de la «démocratie». La presse du monde entier souligne que les élections sont apparues comme les plus démocratiques qui se soient jamais déroulées au Pakistan depuis la création de ce pays il y a quarante et un ans. En effet, il n'y aurait eu «que» quatre morts pendant la campagne électorale, et la journée des élections législatives s'est déroulée sans troubles majeurs. Il semble y avoir plutôt eu moins de bourrages d'urnes que d'habitude. Et même si la décision a été prise d'interdire aux millions d'électeurs ne possédant pas de carte d'identité (essentiellement des femmes) de participer au vote, cela n'a pas empêché le PPP d'être majoritaire.

Mais, si Benazir Bhutto apparaît ainsi comme l'élue légitime du peuple pakistanais, rien ne dit encore qu'elle accède durablement au pouvoir. Et pas spécialement parce que c'est une femme, une femme occidentalisée ayant fait ses études aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Celle qui postule à diriger le pays est avant tout l'héritière d'une des plus grandes familles féodales du Pakistan, la représentante du clan des Bhutto. C'est en tant que fille d'Ali Bhutto, l'ancien Premier ministre renversé en 1977 par le général Zia et exécuté en 1979, qu'elle a mené sa campagne électorale. Et si cela explique l'ascension de Benazir, c'est aussi un des obstacles à son ascension au pouvoir. Benazir Bhutto représente un clan écarté du pouvoir depuis onze ans. Sa réapparition fait craindre, à ceux qui y sont actuellement, leur possible mise à l'écart. Ce qui signifierait, pour les militaires qui se sont arrangés avec eux pour mener tranquillement leurs affaires, la nécessité de revoir leurs combines, peut-être pour certains la fin de celles-ci ; en tout cas, un certain nombre de bouleversements. Or les affaires des militaires sont fructueuses. Ce sont eux qui contrôlent l'aide distribuée à la résistance afghane... et en empochent environ la moitié. Ils contrôlent tous les trafics d'armes, notamment à destination de l'Afghanistan, les trafics de drogue en provenance des champs de pavots d'Afghanistan puis transformée au Pakistan et exportée à partir de là.

L'arrivée de Benazir Bhutto ne signifierait certainement pas la fin de ces trafics. Mais elle pourrait en faire changer les bénéficiaires. Et cela suffit à ce que les hommes en place dans l'armée soient résolument hostiles à sa venue au pouvoir.

## QUELS CHOIX FERA L'IMPÉRIALISME ?

Mais Benazir Bhutto n'est pas seulement confrontée aux clans en place et à l'hostilité plus ou moins visible de l'armée. Derrière cette armée, il y a les Etats-Unis qui, depuis la perte de la place forte que représentait l'Iran du shah, ont fait du Pakistan une de leurs principales bases militaires dans cette région du monde. Les Etats-Unis ont déversé un flux ininterrompu de dollars sur le Pakistan – des dollars qui ont souvent été accaparés directement par l'armée, le budget de la Défense constituant 60% du budget de l'Etat. Et c'est en grande partie de ces «protecteurs» lointains du Pakistan que dépendent les choix politiques.

Benazir Bhutto a fait ce qui était en son pouvoir pour donner des assurances à tout le monde : aux Etats-Unis, aux militaires, à la bourgeoisie du Pakistan. Elle a assuré qu'elle maintiendrait les relations étroites qui unissent le Pakistan aux Etats-Unis et qu'elle continuerait à soutenir les guérillas anti-soviétiques en Afghanistan. Elle a assuré formellement qu'elle ne toucherait pas au budget militaire, même pour lutter contre l'analphabétisme (85% de la population est illettrée) et la pauvreté. Elle a totalement rompu avec le langage populiste de son père, un dictateur certes, mais qui parlait de socialisme, de nationalisations et de réformes agraires (et qui en avait effectué quelques-unes). Elle s'est même mariée et a eu rapidement un enfant pour ne pas heurter l'opinion traditionaliste !

Tous ces gages donnés suffiront-ils à la bourgeoisie pakistanaise et, au-delà, à l'impérialisme ? Sans doute les Etats-Unis ont-ils une plus grande marge de manœuvre, maintenant que la région est devenue moins «sensible», du fait des accords avec l'URSS et du début d'évacuation de l'Afghanistan. Mais les militaires pakistanais ont fait pour le moment savoir qu'ils désiraient un gouvernement «d'union nationale», ce que Benazir Bhutto a jusqu'à maintenant refusé.

Les uns et les autres ont longuement hésité avant que le président du Pakistan n'accepte d'appeler Benazir Bhutto à former le prochain gouvernement. D'une part à cause de la crainte de heurter les intérêts en place et d'éveiller dans la population les espoirs d'on ne sait quels changements. D'autre part, en l'écartant, de provoquer des troubles, au moins dans la province du Sind, celle du clan Bhutto. Et, dans ce pays où les armes ne restent pas confinées dans les casernes, où sur les campus les querelles entre étudiants du PPP et étudiants islamistes se règlent à coups de lance-roquettes et de Kalachnikov, cela aurait voulu dire des affrontements armés et peut-être une situation de guerre civile...

Quinze jours après les élections pakistanaises, la question du prochain gouvernement semble donc réglée. Benazir Bhutto est là et elle peut fournir une sorte de paravent démocratique à la dictature qui continuera à s'exercer sur la population pakistanaise. Mais elle peut aussi bien être assassinée dans les jours qui viennent ou bien après avoir effectué un passage au pouvoir : au Pakistan, la distance n'est pas toujours bien grande entre le pouvoir et le cimetière. La carrière brutalement interrompue du général Zia, comme celle du père de Benazir Bhutto, sont là pour en témoigner...

**Sylvie FRIEDMAN**

## Afrique du Sud

# DES GESTES... POUR PRÉSERVER LA DOMINATION BLANCHE

Lounès / Gamma

*Mandela*

**Coup sur coup, le président sud-africain Botha a annoncé la grâce des «Six de Sharpeville», ces six militants africains condamnés à la potence après des émeutes contre des hausses de loyers en 1984, cependant que de son côté le ministre de la Justice annonçait que Mandela, après son séjour en clinique, sera désormais placé en résidence surveillée, mais non plus en prison.**

Le gouvernement sud-africain fait ainsi de petits gestes de bonne volonté en réponse à la pression de l'opinion internationale. Des gestes qui ne vont pas bien loin. Les Six «graciés» de Sharpeville sont condamnés quasiment à la prison à vie. Quant à Mandela, s'il peut désormais recevoir sa famille et ses proches, il reste détenu «sous la protection» de la police et des gardiens de prison... Piètre liberté !

Le gouvernement sud-africain voudrait bien répondre à la pression internationale qui lui demande de trouver des solutions pour libéraliser au moins la façade du régime. Mais il a bien du mal à trouver des gestes réellement significatifs et qui puissent convaincre les opposants africains et l'ANC. Cela fait des années que le régime cherche une solution pour se débarrasser de ce prisonnier encombrant qu'est Mandela. Il avait même déjà proposé de le libérer à condition que Mandela s'engage à condamner la violence : pas celle du régime, évidemment mais celle des opprimés ! Et Mandela n'a pas cédé. Seulement il est âgé et malade. S'il mourait en prison, le gouvernement sait qu'il risque une explosion de colère. Mais si Mandela était réellement libéré, il risquerait une explosion, de joie celle-là, mais sans doute pas moins dévastatrice pour le régime d'Apartheid. Car tous les opposants y verraient un encouragement. De là ces demi-mesures qui ne sont pas des demi-solutions.

En Afrique du Sud ce n'est que par un régime de terreur sanglant que l'immense majorité des Noirs est maintenue sous la coupe d'une minorité de Blancs qui détiennent pouvoirs et richesses.

Mais opérer quelques changements réels dans le régime, Botha ne le veut pas et ne le peut pas, quand bien même il le voudrait, sans prendre le risque de déclencher des mouvements qu'il ne pourrait contrôler chez les Noirs. Et pas seulement chez eux, mais aussi du côté de son extrême-droite blanche qui se renforce actuellement. Et même le geste de «clémence» vis-à-vis des Six de Sharpeville a été assorti de grâces vis-à-vis des policiers blancs condamnés eux aussi à mort, mais pour avoir, au vu et au su de tous, assassiné des Noirs dans une partie de «chasse au nègre».

Seulement l'Afrique du Sud est d'autant plus sensible à la pression internationale qu'elle a besoin de concours extérieurs pour remettre sur pied son économie ébranlée par la fuite des capitaux et le départ de bon nombre de sociétés étrangères, principalement américaines. La libération de Mandela n'est pas un geste humanitaire, pas plus que la «grâce » des Six. Cette année, ce même régime a fait pendre 110 condamnés et 678 exécutions ont ainsi eu lieu au cours des cinq dernières années. Et ce jeudi 24 novembre, à l'aube du jour où était annoncée la libération de Mandela, 7 condamnés étaient pendus.

Le gouvernement sud-africain calcule ce que peuvent lui rapporter ses petits gestes «libéraux» du côté des grandes puissances. Mais avancer une politique qui ferait une place à l'opposition et à l'ANC, il n'en est pas question. Qu'obtiendra Botha du côté des grandes puissances ? Cela reste à voir. Mais côté opposition c'est tout vu, comme l'ont montré les récentes élections locales, boycottées unanimement par les Noirs, qui ont répondu ainsi par le mépris au petit geste de Botha qui avait convoqué un même jour tous les électeurs, Blancs et Noirs, mais pour des votes séparés, à des élections séparées... élections qui, par leur mode même, ne pouvaient que servir à conforter le pouvoir blanc.

**C. B.**

## Israël

(AFP)

***Manifestation de Juifs religieux orthodoxes en 1987 pour protester contre la «désacralisation du Shabbat». La religion ça mène à tout, aux ministères et même à la loterie nationale.***

# DE LA DIFFICULTÉ DE FORMER UN GOUVERNEMENT...

En Israël, alors que les élections qui ont donné une (courte) majorité au Likoud (le parti de droite) ont eu lieu le 1er novembre, le leader de ce parti, l'ex et futur chef du gouvernement, Shamir, n'est toujours pas parvenu à former un gouvernement...

*Acte un :* tractations avec les petits partis qui, du fait de la loi électorale à la proportionnelle, sont en position de décider de la majorité à la Chambre. Ces tractations semblent aboutir, après un certain nombre de concessions aux partis religieux et aux partis d'extrême-droite (ce qui ne se recoupe pas)...

*Acte deux :* se sentant en bonne position, Shamir ouvre alors des négociations avec le Parti Travailliste, pour tenter d'arriver à un gouvernement d'union nationale. Les négociations capotent.

*Acte trois :* Shamir reprend ses tractations avec les petits partis. Elles durent... car ces partis se disputent tous les ministères susceptibles de leur procurer des avantages... bassement matériels !

Les partis religieux veulent tous le ministère de l'Habitat et de la Construction (pour favoriser les familles nombreuses, en général des familles religieuses) ; le ministère de l'Education (à cause de la possibilité de subventionner leurs propres écoles) ; le ministère de l'Intérieur (dont dépendent les services sociaux). Ensuite, c'est la direction de la Loterie nationale qui a fait l'objet d'âpres marchandages. Passe même derrière ces questions la question pourtant épineuse du contrôle des conversions par le rabbinat orthodoxe, qui aurait le droit de refuser la qualité de Juif, et donc, puisque c'est la condition pour l'avoir, la citoyenneté israélienne, à un certain nombre de Juifs convertis par des rabbins non orthodoxes ou à leurs enfants ! Ce qui a d'ailleurs aussitôt entraîné les protestations de toutes les organisations juives américaines, où les orthodoxes sont minoritaires. L'extrême-droite, quant à elle, demande pour ses deux ou trois députés un programme d'implantations en Cisjordanie (et l'argent qui va avec, surtout) et l'amnistie d'un réseau de terroristes juifs condamnés pour plusieurs attentats meurtriers.

*Acte quatre :* lassé de ces tractations, et surtout inquiet de ce qu'une partie de son électorat lui reproche de faire tant de concessions aux partis religieux, le Likoud revient vers le Parti Travailliste, à qui il offrirait maintenant, semble-t-il, les portefeuilles de la Défense et des Finances.

*Acte cinq :* les députés travaillistes vont-ils accepter, ou la tendance qui préférerait faire une cure d'opposition va-t-elle l'emporter ?

Dans cette foire d'empoigne, ils ne s'opposent pas sur d'autres problèmes : l'attitude à avoir vis-à-vis des Palestiniens par exemple, ou sur des questions qui semblent importantes à la population israélienne, le chômage et l'inflation.

Pendant ce temps, la répression continue dans les territoires occupés. Mais cela, tous les partis sont d'accord pour la considérer comme nécessaire.

**S. F.**

(AFP)

Des chars en position dans le centre d'Erevan, le 29 novembre.

# LA «PERESTROÏKA» DÉRAPE SUR LA QUESTION NATIONALE

**Les diverses crises nationales qui secouent l'Union Soviétique continuent et prennent de l'ampleur au fil des semaines. Au début, en février dernier, c'était l'Arménie qui avait connu des manifestations de masses pour demander le rattachement d'un territoire qu'elle estime devoir lui revenir. Gorbatchev avait laissé des centaines de milliers d'Arméniens manifester et faire grève. Plus tard ce sont les Républiques de la Baltique, avec en pointe l'Estonie, qui ont revendiqué davantage d'autonomie. Et voilà maintenant que c'est en Azerbaïdjan que des centaines de milliers de gens descendent dans les rues, contre les Arméniens, mais aussi indirectement contre les Russes, et enfin les Géorgiens. A qui le tour ?**

Les divers motifs de mécontentement ne sont pas les mêmes, et ne posent pas les mêmes problèmes à Gorbatchev. Les Républiques baltes ainsi que la Géorgie revendiquent davantage d'autonomie, et elles seraient probablement prêtes à demander l'indépendance si cela ne leur semblait pas tout à fait irréaliste. En tout cas ces Républiques souhaitent que dans les textes constitutionnels la notion d'indépendance soit mentionnée le plus possible, de façon à préserver l'avenir. Le conflit avec le Kremlin porte pour le moment sur la réforme de la Constitution et sur les relations entre les Républiques et le pouvoir central.

Le conflit arméno-azéri, lui, en apparence, ne semble pas s'en prendre à l'autorité de l'URSS, mais dans les faits cette autorité est en train de voler en éclats. Le pouvoir central ne s'est en effet montré capable ni de résoudre la crise, ni d'empêcher les pogromes anti-arméniens. Et le conflit prend les proportions d'une guerre civile larvée entre les deux communautés, attisée probablement par tout ce qu'il peut y avoir de bureaucrates locaux hostiles à Gorbatchev. C'est ainsi que Gorbatchev et les Russes sont depuis des mois honnis par les Arméniens, et qu'ils sont en train de le devenir également par les Azéris ; au point que des soldats soviétiques ont été tués en voulant s'interposer.

Face à cette situation, Gorbatchev cherche pour le moment à composer. Il a certes envoyé l'armée à Erevan et en Azerbaïdjan, mais c'était pour empêcher l'extension des pogromes anti-arméniens. Et il n'y a rien eu de tel sur les rivages de la Baltique.

Pour tenter de régler l'affaire arméno-azérie, Gorbatchev a annoncé la tenue d'une réunion tripartite, avec les dirigeants locaux et ceux de Moscou. Seulement la situation est particulièrement délicate, car chaque concession ne peut, semble-t-il, être faite qu'au détriment de l'un des adversaires.

En revanche, en ce qui concerne les Républiques baltes, Gorbatchev a choisi, une fois de plus, de «faire avec» les nationalistes, en leur accordant une pincée d'autonomie. Dans un premier temps la presse s'est fait l'écho d'un discours jugé ferme, voire menaçant de Gorbatchev, à l'encontre des Estoniens. Mais ensuite Gorbatchev a mis de l'eau dans sa vodka et atténué quelques mesures constitutionnelles qui chagrinaient les Baltes. Il a même modifié au dernier moment son discours, en l'édulcorant, ce qui fait que l'agence Tass, qui avait publié sur-le-champ la version écrite, a dû publier un «erratum».

Le pari de Gorbatchev, avec sa politique de «Glasnost» et de «Perestroïka», est de démontrer qu'on peut gouverner l'URSS en tolérant une certaine liberté d'expression et d'information, sans mettre en cause les fondements du régime bureaucratique. Mais cela implique qu'il se montre capable de contrôler la situation du début à la fin.

Le développement des mouvements nationaux, du Caucase à la Baltique, et notamment le caractère incontrôlé de la situation en Arménie et en Azerbaïdjan, tendent plutôt à démontrer le contraire, et ont sans doute de quoi inquiéter l'ensemble de la bureaucratie.

D'autant plus que la bureaucratie n'a peut-être pas tout vu. Les conflits des nationalités baltes ou caucasiennes peuvent apparaître comme des conflits «périphériques», et les Russes pourraient être tentés de faire bloc derrière Gorbatchev afin de le soutenir «contre» les Estoniens ou les Caucasiens.

Mais les travailleurs soviétiques pourraient aussi noter qu'il est désormais possible de manifester, de se battre, et finalement de faire reculer la bureaucratie. Et elle pourrait être tentée de se manifester à son tour, pour la défense de ses propres intérêts de classe.

Et cela, cette intervention de la classe ouvrière sur la scène politique soviétique, ce serait évidemment la pire chose pour les bureaucrates qui ont usurpé le pouvoir issu de la Révolution d'octobre.

**André VICTOR**

## UN CHEVAL, UNE ALOUETTE DANS LA CAPSULE DE L'ESPACE

(AFP)

Un Français a été mis en orbite grâce à une fusée Soyouz, en même temps que deux cosmonautes russes. Au menu des cosmonautes il y a, nous dit-on, de la «compote de pigeon» et de la «queue de caille».

Si la France n'est pas pour grand-chose dans la technique de ce vol spatial, le serait-elle dans la cuisine ? Ça justifierait alors que Mitterrand soit allé célébrer à Baïkonour la coopération franco-soviétique de l'espace. Ce serait alors le plus grand pas franchi depuis l'invention de l'entremet franco-russe.


## LUTTE OUVRIERE
**(Union Communiste Internationaliste)**

**LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.**

**Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.**

**Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.**

**Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.**

**C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.**

Adresser toute correspondance à
**LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.**

**Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. – B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 19 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.**



## ABONNEMENTS

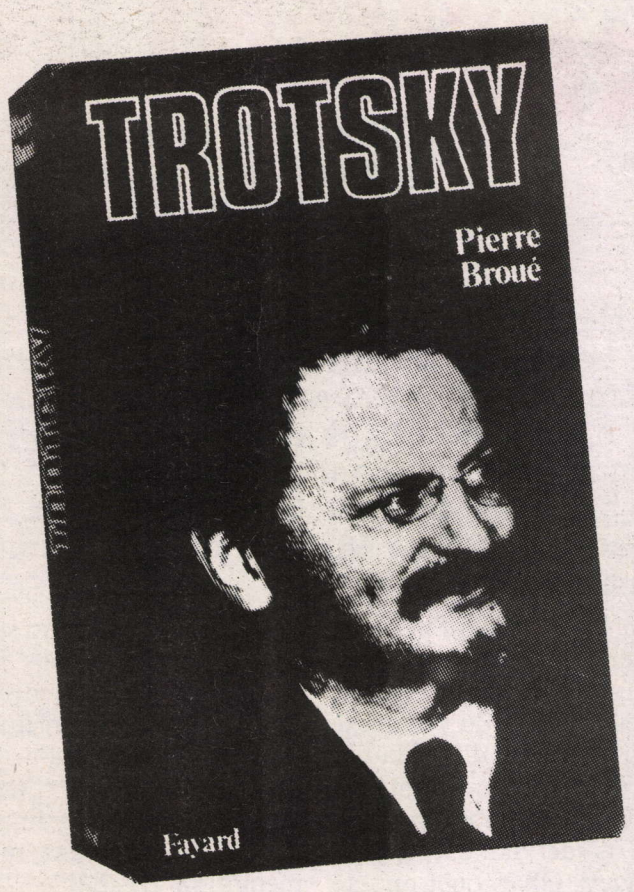
– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F,
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

# «TROTSKY»

## de Pierre Broué




**Trotskiste et historien, Pierre Broué s'est consacré depuis 10 ans (ainsi qu'il le rappelle dans sa préface) à l'édition de 25 volumes des *Œuvres* de Trotsky. Et cette biographie de Trotsky est l'aboutissement naturel du travail de recherches que cette publication a supposé.**

C'est en historien d'abord que Pierre Broué a écrit cette monumentale biographie (1000 pages écrites serré), mettant ainsi à profit, avec une équipe d'étudiants et de chercheurs, l'ouverture en 1980 des archives de Trotsky conservées à Harvard aux USA depuis sa mort.

Dans sa préface, Broué remercie Philippe Robrieux, un historien, ex-stalinien (repenti depuis) qui a codirigé avec lui l'équipe de recherches et dont, selon Pierre Broué, les critiques lui ont permis de «prendre de la hauteur» par rapport au sujet. Ce qui contribue sans doute à donner à l'ouvrage un ton universitaire et au-dessus de la mêlée pour le moins discutable, puisqu'il s'agissait d'écrire la biographie d'un révolutionnaire qui fut avant tout un militant.

C'est encore et surtout d'un point de vue d'historien qu'il adresse ses critiques à la biographie écrite par Deutscher sur Trotsky, à laquelle il reproche surtout un certain nombre d'inexactitudes et de lacunes, qui pour le lecteur semblent toutefois porter sur des détails.

Cela dit, cette biographie est une véritable somme, extrêmement précise dans les détails, minutieuse même, sur la vie de Trotsky et la période qu'elle recouvre jusqu'au jour de son assassinat, le 21 août 1940, par un agent stalinien.

Broué et son équipe se sont attachés à retrouver, resituer en de courtes analyses chaque période et, pour chaque période, les prises de positions de Trotsky, chacune de ses interventions... Ça ne se lit pas comme un roman, ni même comme *Ma vie,* l'autobiographie de Trotsky, et ne saurait remplacer la lecture des ouvrages de Trotsky. Tel n'est évidemment pas l'objectif de Broué. Il vise par contre à en restituer le contexte historique, les principaux protagonistes. Et sur ce plan, c'est un ouvrage de référence utile et précis.

Ce qui est le plus original, dans cet ouvrage tout de même très touffu, (parce que sans doute moins connu), est la série de portraits qui y sont esquissés des compagnons de Trotsky, comme ceux qui l'ont suivi ou rejoint dans l'Opposition de Gauche en Russie, puis dans l'Opposition de Gauche Internationale... les uns pas pour longtemps et pour un plus grand nombre jusqu'à leur propre assassinat par Staline et ses agents. On y voit toute une génération de militants pour qui Trotsky, tout exilé, pourchassé qu'il fût par la traque stalinienne, restait le seul pôle révolutionnaire.

Dans tous les pays, des hommes et des femmes pour la plupart militants révolutionnaires de longue date, dont certains avaient joué un rôle dirigeant dans le mouvement ouvrier, rejoignirent la lutte de Trotsky : Blasco, dirigeant du Parti Communiste Italien, Sneevliet, qui fonda le PC indonésien et participa à la création du PC chinois, Ruth Fisher, qui fonda le PC autrichien, Jullien Mella, figure de proue du PC cubain, Andrès Nin, dirigeant de la CNT puis du POUM espagnol, Rosmer, qui participa à la création du PCF, James Cannon, qui fonda le PC américain, Chen Duxiu, l'un des dirigeants du PC chinois... et même des membres de l'appareil stalinien du Guépéou comme le communiste polonais Ignace Reiss, tous et bien d'autres rejoignirent, au moins pour un temps, Trotsky.

Ces portraits sont rapidement esquissés, mais donnent une idée de ce qu'était cette génération de militants révolutionnaires attirés et gagnés aux idées de la Révolution russe. On y voit que, dans les années 30, Trotsky était effectivement le seul dirigeant international susceptible d'offrir un pôle et une boussole politiques à cette génération issue de la vague révolutionnaire qui suivit octobre 1917, car il était le seul à incarner les idées et le programme bolcheviques.

C'est pourquoi Trotsky, même exilé, même éloigné en un lointain Mexique, était devenu l'homme à abattre pour Staline. Comme il avait exterminé la vieille garde bolchévique, il lui fallait faire disparaître Trotsky, incarnation vivante des idées de la révolution.

**Cécile BERNIER**

Trotsky *de Pierre Broué, Ed. Fayard, 198 F.*

**Réédition**

# «SEPT ANS AUPRÈS DE LÉON TROTSKY»

## de Jean Van Heijenoort

Jean Van Heijenoort fut secrétaire de Trotsky d'octobre 1932 à novembre 1939. C'est à 20 ans que, tout frais sorti de l'internat et depuis 6 mois membre de la Ligue Communiste (le groupe trotskiste français de l'époque) il arrive à Prinkipo, en Turquie, pour se mettre au service de Trotsky exilé d'URSS depuis 1929.

Ce livre n'est pas à proprement parler un ouvrage politique, ni même un portrait de Trotsky, c'est un livre de souvenirs, ceux d'un jeune militant dévoué et qui est resté fidèle à la mémoire de Trotsky, même si à partir de 1948 Jean Van Heijenoort rompit avec la vie militante et avec le trotskisme pour se consacrer aux mathématiques.

*«J'essaie de recréer l'atmosphère dans laquelle vivait et travaillait Trotsky durant ces années d'exil. (...) Je m'efforcerai de ne pas répéter ici ce qui est connu»,* explique-t-il en préface. *«Mon récit sera assez souvent fait de détails, parce que je suis seul à connaître ces détails et que je ne veux pas qu'ils disparaissent avec moi».*

C'est ainsi qu'il décrit entre autres l'activité des trotskistes en France, quand ils n'étaient qu'une vingtaine de militants actifs à Paris en 1932. Mais surtout c'est sans fioriture, sans grandiloquence, que se dessine un visage impressionnant et sensible de Trotsky exilé, qui assiste impuissant aux procès de Moscou puis au massacre de la vieille génération révolutionnaire russe dans les camps staliniens et qui, frappé jusque dans ses proches, continue la lutte pour faire passer à une nouvelle génération de révolutionnaires ses idées et le programme bolchévique... jusqu'à ce qu'il meure, lui-même assassiné par un agent du Guépéou.

***Une photo tirée du livre. Natalia, Trotsky et Jean Van Heijenoort dans le patio de la maison de l'Avenida Londres, Coyoacan, 1937.***

Ce petit livre, écrit très simplement et sans prétention politique, est le témoignage d'un homme pour qui, manifestement, les sept années passées auprès de Trotsky, pour difficiles qu'elles aient été, furent sans doute les plus riches et les plus enthousiasmantes de sa vie. C'est du moins le sentiment qui ressort à la lecture de son récit.

**C.B.**

Sept ans auprès de Léon Trotsky *de Jean Van Heijenoort. Ed. Maurice Nadeau, 77 F.*

# Algérie

# DES GRÈVES QUI INQUIÈTENT LE GOUVERNEMENT

**Depuis près d'un mois, une nouvelle vague de grèves se développe en Algérie. Moins explosive que celle qui avait précédé les émeutes d'octobre, elle paraît couvrir assez largement l'ensemble des régions. Le gouvernement a dû d'ailleurs reconnaître l'ampleur du mouvement puisque Mohammed Nabi, le ministre du Travail, s'est senti obligé de donner quelques chiffres officiels concernant ces conflits. Il a parlé de 99 «malaises» (le mot grève lui écorche la bouche) dans 31 wilayas différentes (sur un total de 48) pour la seule journée du samedi 12 novembre.**

*Ouvriers d'une usine de tracteurs à Constantine.*

Il est difficile de savoir la durée et le nombre de travailleurs qui participent réellement à ces mouvements car la presse, en particulier *El Moudjahid,* ne parle de ces conflits que pour annoncer qu'ils viennent de se terminer. Mais on sait qu'ils ont touché des entreprises importantes. Par exemple les ouvriers de la SNVI Rouiba (dont la grève avait fait tache d'huile au mois de septembre) ont fait deux jours de grève. Les ouvriers du complexe sidérurgique d'El Hadjar (17 000 ouvriers) ont fait grève plusieurs jours. Les ports de Skikda, Bejaia, Arzew, Ghazaouet ont été paralysés, pour certains plus d'une semaine. Il semble que les travailleurs profitent du nouveau climat politique pour poser leurs problèmes et avant tout celui des salaires trop bas et bloqués depuis des années. Dans certains cas, ils exigent le départ de la direction accusée d'intransigeance et de corruption. Ce fut le cas par exemple des ouvriers du complexe Pompes et Vannes de Berrouaghia qui ont repris le travail tout en interdisant à la direction l'accès à l'entreprise.

Le gouvernement algérien ne manque pas une occasion de tenter de discréditer grévistes et militants. Il crie à la démocratie menacée, à la ruine de l'économie, à la manipulation. Mais il cache mal son inquiétude. Les dirigeants algériens reconnaissent que les militants actuels de l'UGTA ont souvent été débordés. Par ailleurs le pouvoir semble prêt à temporiser. Le nouveau Premier ministre, Kasdi Merbah, en présentant son programme devant les députés du Parlement, a annoncé des augmentations de salaires pour le début de 1989. Le SMIC doit passer de 1 200 dinars à 1 450 dinars et une augmentation de 200 à 250 dinars serait prévue pour les bas salaires. On parle de revaloriser les primes de rendement. Enfin un assouplissement du Statut général du travail (SGT) a été décidé. Ce statut établissait une grille générale des salaires valable pour le secteur étatique qui, appliquée depuis 1985, a été l'occasion de nombreux conflits. Les entreprises auront dorénavant la possibilité d'avoir leur propre politique salariale.

Le gouvernement espère enrayer ainsi l'agitation sociale actuelle. Il compte aussi pour l'avenir sur son nouveau visage un peu plus libéral. Mais son problème, dans les années voire les mois à venir, c'est qu'il n'a d'autre projet que d'accentuer l'austérité. Car la situation économique est difficile et la seule issue qu'envisage la bourgeoisie algérienne et la bureaucratie d'Etat c'est de faire payer la crise à la classe ouvrière et à la paysannerie pauvre.

**C.D.**

# QUELQUES RÉFORMES, MAIS SÛREMENT PAS LA DÉMOCRATIE

**Le 6e Congrès du FLN, qui s'est terminé à Alger le 28 novembre, n'a pas apporté de très grandes surprises. Chadli a été désigné comme le candidat unique aux élections présidentielles qui doivent avoir lieu au mois de décembre. Des élections pour renouveler les Assemblées Populaires locales (municipales), les Assemblées Populaires de Willayas et l'Assemblée Populaire Nationale (le Parlement) sont prévues pour le cours de l'année 1989. Enfin un certain nombre de réformes politiques, voulues par Chadli et l'équipe dirigeante au pouvoir, ont été adoptées et feront l'objet d'un référendum national dans le cours de l'année 1989.**

*Chadli déposant une gerbe le 1er novembre à la mémoire des martyrs de l'indépendance, quelques jours après que son régime eut fait d'autres martyrs.* (AFP)

L'essentiel de ces réformes politiques consiste à permettre des candidatures libres, non patronnées par le FLN aux élections locales, nationales (y compris pour le Parlement) et à ouvrir les portes de différentes institutions ou associations liées à l'Etat (comme les syndicats) à des courants politiques d'opposition. C'est ainsi, par exemple, que l'article 120 des statuts du FLN, qui faisait obligation d'être membre du FLN pour avoir des responsabilités au sein des organisations de masse, va être abandonné. Sur un plan plus général, si l'on reste loin du multipartisme revendiqué par divers courants d'opposition, on assiste néanmoins à une tentative d'assouplissement du régime du parti unique. Au lieu d'être un «parti», le FLN redeviendrait un «Front», englobant plusieurs «sensibilités» ou courants qui, bien qu'obligés de se couler dans ce Front, pourraient néanmoins garder une certaine autonomie politique.

Ces changements étaient voulus depuis longtemps par ceux qu'on appelle les «libéraux». Ils correspondent aux aspirations d'une partie de la bureaucratie, comme à celles de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie algérienne. Ils étaient combattus par les secteurs traditionalistes du FLN, qui se sentent menacés parce qu'on ouvre la porte à des hommes nouveaux. Mais ces réformes ont peut-être été d'autant plus faciles à faire adopter que les couches dirigeantes ont tiré les leçons de la récente vague de grèves puis d'émeutes du mois d'octobre. En effet ni l'UNJA (organisation de la jeunesse du FLN), ni l'UGTA (syndicat unique) n'ont réussi à enrayer ou à canaliser les grèves puis les manifestations. Et Chadli n'a pas caché que ces réformes avaient pour but de rendre plus crédibles des organisations de masse comme l'UNJA ou l'UGTA, jusque-là si ouvertement liées au pouvoir qu'elles se sont discréditées et sont devenues incapables de jouer le moindre rôle d'amortisseur en cas de crise sociale.

L'application de ces réformes, l'approche d'échéances électorales vont sans doute susciter dans l'immédiat une effervescence politique que les dirigeants algériens espèrent bien contenir et maîtriser. Mais rien ne dit que la contestation polique ni surtout la contestation sociale se glissent dans le moule que Chadli voudrait mettre en place rapidement.

**Henriette MAUTHEY**


**CERCLE LÉON TROTSKY**

**La prochaine réunion portera sur :**

**L'ALGÉRIE**

**VENDREDI 16 DÉCEMBRE A 20 H 30**

**SALLE DE LA MUTUALITÉ (Paris 5e)**

**24, rue Saint-Victor (Métro : Maubert-Mutualité)**



Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995